	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	1/54

Pouvoir adjudicateur
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex


CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Affaire n°458482-25-INF-RUE Hébergement avec infogérance des applications informatiques de IFP School sur serveurs virtualisés



Le Cahier des Clauses administratives Particulières du présent marché public est élaboré :
en application du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de
techniques de l'informations et de la communication (TIC), approuvé par arrêté du 30 mars
2021 et modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du
29 décembre 2022.

Référence Contractuelle IFPEN : 2025-0493.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	2/54

PREAMBULE

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

A. Stipulations générales

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est établi par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'informations et de la communication approuvée par arrêté du 30 mars 2021 (**CCAG-TIC**) en vigueur au moment de la conclusion du marché.

Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du **CCAG-TIC** auxquels il est dérogé.

Le présent marché public est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

B. Présentation d'IFPEN et d'IFP School

IFP Énergies nouvelles (IFPEN), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4 avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat, environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.


Dans le cadre de la mission d'intérêt général confiée par les pouvoirs publics, IFPEN concentre ses efforts sur l'apport de solutions aux défis sociétaux et industriels de l'énergie et du climat, au service de la transition écologique.

La formation fait partie des missions statutaires d'IFPEN. Elle est assurée par son école d'application, IFP School.

IFP School apporte à des étudiants et jeunes professionnels du monde entier une formation de niveau Master ou Doctorat dans les domaines de l'énergie (pétrole, gaz, pétrochimie, motorisations, nouvelles technologies de l'énergie) répondant aux besoins de l'industrie et aux demandes de la société, en particulier en matière d'innovation et de développement durable.

Elle prépare ses étudiants à être des acteurs de la transition énergétique du 21^{ème} siècle et vise leur réussite professionnelle par une formation métier polyvalente et une forte exposition internationale, en s'appuyant sur un solide ancrage industriel et sur l'environnement scientifique d'IFPEN.

IFP School est le nom d'usage de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs. C'est une école publique créée par décret du 13 octobre 1954 (par la fusion de l'École nationale supérieure du pétrole et des combustibles liquides et de l'École nationale des moteurs à combustion et à explosion) et placée sous la tutelle du ministère en charge de l'Énergie.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	3/54

L'École délivre selon le statut des élèves, le diplôme d'ingénieur spécialisé habilité par la CTI (Commission des Titres d'Ingénieur) ou le diplôme d'études supérieures appliquées valant grade de master. Elle bénéficie pour son titre d'ingénieur du label européen EUR-ACE.

Depuis environ 70 ans, le nombre d'anciens élèves ayant suivi une formation dispensée par l'École est d'un peu plus de 22 000. À ce jour, l'École diplôme environ 400 nouveaux étudiants chaque année.

C. Contexte général du Marché

IFP School est une école d'ingénieurs préparant aux métiers de l'énergie et des transports dont la mission est de former les futurs acteurs de la transition énergétique et répondre aux besoins actuels de l'industrie et de la société dans les domaines de l'énergie, du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et des motorisations.

En 2006, IFP School s'est doté d'outils informatisés pour l'ensemble des services utilisés par l'École, accessibles à la fois en interne et depuis l'extérieur, à destination de tous les élèves et des enseignants. Pour des raisons pratiques et faute de compétences internes, l'hébergement des applications est confié à un prestataire extérieur.


Afin de répondre au mieux aux besoins de son activité, IFP School souhaite un hébergement infogéré de l'ensemble de ses applications sous forme de location. IFPEN, pouvoir adjudicateur au sens du Code de la Commande publique, a établi un Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après le « CCTP ») intitulé « Hébergement et infogérance de serveurs virtualisés », décrivant l'ensemble des besoins à couvrir.

Le Titulaire atteste avoir procédé à une étude et analyse précise du CCTP ainsi que de l'ensemble des pièces constitutives du Marché et reconnaît avoir été mis en mesure de demander à l'Acheteur tout complément d'information et/ou précision jugé utile à la formulation de son offre finale et disposer d'une expérience suffisante dans le domaine des Prestations objet du Marché pour lui permettre de formuler son offre en connaissance de cause et accepter l'ensemble des conditions liées au Marché.

Le Titulaire atteste avoir pleine connaissance de la nature et de l'importance des besoins, contraintes et obligations de l'Acheteur tels que mentionnés au CCTP et a conclu à la faisabilité des Prestations, notamment en termes d'engagement de continuité du service, étant précisé que la capacité du Titulaire à répondre et à satisfaire aux besoins exprimés par l'Acheteur et de coopérer avec l'Acheteur constitue un élément essentiel du Marché pour l'Acheteur.

En acceptant la réalisation des Prestations objet du Marché confiées à ses soins par l'Acheteur, le Titulaire s'engage à :

- Prendre en compte les différentes contraintes et exigences techniques, fonctionnelles et/ou organisationnelles indiquées par l'Acheteur dans son dossier de consultation du Marché et notamment dans le CCTP ;
- Fournir les Prestations, dans les délais contractuels, le respect des prix convenus au Marché et en conformité avec les besoins exprimés par l'Acheteur dans les documents du Marché, notamment en termes, de sécurité, de performance, de fiabilité, de disponibilité des Prestations dans le respect des engagements pris au titre du Marché ;
- Garantir l'atteinte des Niveaux de services arrêtés au Marché ;
- Assurer une qualité de service et une réactivité adaptées aux besoins identifiés de l'Acheteur ;
- Améliorer la qualité par des actions préventives et récurrentes ;

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	4/54


- f. Maîtriser les coûts, notamment lors des demande éventuelles d'Evolutions de périmètre en forfaitisant certaines activités et services ;
- g. Garantir la pérennité et l'actualisation des compétences nécessaires à la bonne gestion du périmètre et de ses Evolutions ;
- h. Disposer de l'organisation, des moyens matériels et humains pour mener à bonne fin et à son terme la réalisation des Prestations objet du présent Marché ;
- i. Suivre les évolutions technologiques en lien avec les Prestations ;
- j. S'assurer de la réversibilité des Prestations, quel que soit le moment où la réversibilité sera déclenchée conformément aux termes du Marché ;
- k. Assurer son devoir de conseil permettant de proposer des solutions techniques et organisationnelles adaptées, ainsi que de réaliser des économies financières.

En acceptant la réalisation des Prestations confiées à ses soins par l'Acheteur, le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultat à réaliser ces Prestations selon les modalités mesurables définies au présent Marché, permettant de vérifier les objectifs de qualité, de performance, de coût et de délais.

Le Titulaire déclare ainsi être à même de prendre la responsabilité de l'ensemble des Prestations, telles que définies dans le présent Marché, en garantissant à l'Acheteur une maîtrise de ses coûts et une amélioration des Niveaux de Services.


Le Titulaire reconnaît le caractère stratégique du bon fonctionnement de la Solution pour l'Acheteur et les graves conséquences qu'entraînerait une mauvaise qualité des Prestations réalisées. Il reconnaît également le caractère sensible et critique des données auxquelles il aura accès dans le cadre des Prestations et/ou traitées par la Solution.

Les parties conviennent de coopérer étroitement dans le cadre de l'exécution de leurs obligations respectives.


	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	5/54

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS.....	7
2. OBJET.....	13
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	13
4. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR – DUREE.....	16
5. CLAUSE DE REEXAMEN	16
5.1 Évolution de périmètre des Prestations	17
5.2 Évolution pour circonstances exceptionnelles.....	17
6. DELAIS ET PLANNING	19
7. CONDITIONS DE REALISATION DE LA PRESTATION	20
7.1 Lieu d'exécution des prestations.....	22
7.2 Personnel du Titulaire.....	27
7.3 Conditions d'intervention sur site IFPEN / IFP School	22
8. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	22
9. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	22
9.1 Obligations de résultats	22
9.2 Obligation de sécurité	23
9.2.1 Principes généraux.....	23
9.2.2 Protection des données informatiques.....	24
9.2.2.1 Protection des données informatiques	24
9.2.2.2 Sécurité des réseaux.....	24
9.2.2.3 Sauvegarde et restauration des données	25
9.2.2.4 Mise en œuvre du Plan de secours informatique	25
9.3 Devoir de conseil	25
10. SUIVI ET PILOTAGE DE LA PRESTATION	27
10.1 Plan d'Assurance Qualité (PAQ).....	27
10.2 Pilotage de la Prestation.....	27
10.2.1 Représentant des Parties	27
10.2.2 Réunion de lancement.....	27
10.2.3 Réunion d'avancement	27
10.2.4 Suivi des Prestations en Phase opérationnelle	27
11. LIVRABLES ET RECETTE	29
12. PHASE INITIALISATION ET PROCEDURE DE RECEPTION DES PRESTATIONS	30
12.1 Phase d'Initialisation des Prestations.....	30
12.2 Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) et Recette Provisoire	31
12.3 Phase de Mise en production	32
12.4 Vérification de Service Régulier (VSR)	33
12.5 Dispositions générales aux opérations de Recette	33
12.6 Réfaction	34
13. DISPOSITIONS RELATIVES AU NON-RESPECT DES DATES IMPERATIVES	34
13.1 Origine du décalage	34
13.2 Pénalités	35
13.2.1 Stipulations générales aux Pénalités applicables.....	35
13.2.2 Pénalités liées au non-respect d'une Date Impérative	36
14. PHASE MAINTENANCE	36
14.1 Généralités.....	36
14.2 Niveaux de service	37
14.3 Reporting.....	37
14.4 Pénalités	38
15. SUIVI ET PILOTAGE DE LA PRESTATION DURANT LA PHASE OPERATIONNELLE	38
16. CONFIDENTIALITE.....	39

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	6/54

17. PROPRIETE INTELLECTUELLE	40
18. PRIX.....	40
18.1 Contenu des prix	40
18.2 Actualisation des prix.....	41
19. FACTURATION – REGLEMENT	42
20. RESPONSABILITE.....	44
21. ASSURANCES.....	44
22. RESILIATION	44
22.1 Résiliation anticipée pour Faute.....	44
22.2 Résiliation en cas de non atteinte des Niveaux de services en fin de phase de VSR...	45
22.3 Résiliation anticipée à la suite d'un cas de force majeure	45
22.4 Conséquence d'une résiliation anticipée.....	46
22.5 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	46
23. REVERSIBILITE	46
23.1 Processus de réversibilité	46
23.2 Plan de réversibilité	47
23.3 Mise en œuvre de la réversibilité	48
24. CESSION	49
25. FORCE MAJEURE	49
26. STIPULATIONS GENERALES	50
26.1 Indépendance des Parties	50
26.2 Références.....	50
26.3 Titres	50
26.4 Autonomie des stipulations contractuelles	50
26.5 Langue	50
26.6 Renonciation	50
26.7 Domicile des Parties.....	50
26.8 Loi applicable et attribution de compétence	51
27. ANTI-CORRUPTION	51
28. AUDIT	51
29. SOUS-TRAITANCE	52
30. DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	53
31. LISTES RECAPITULATIVES DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC	53

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	7/54


1. DEFINITIONS

Pour les besoins de compréhension du présent CCAP, les définitions suivantes sont établies. Ces définitions s'entendent lorsque la première lettre du mot est en majuscule, que le mot soit indifféremment au singulier ou au pluriel.


- Le terme « **Acheteur** » désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, soit IFP Énergies nouvelles, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4 avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison.
- Le terme « **Titulaire** » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.
- Le terme « **Acte d'engagement** » désigne l'acte d'engagement du Marché signé par le Titulaire et l'Acheteur, dans lequel figure notamment le numéro du Marché pour lequel le Titulaire a été retenu.
- Le terme "**Anomalie(s)**", lorsqu'il vise la Solution désigne tout bogue, erreur, panne, dysfonctionnement, incident, blocage, défaut de conception ou de réalisation, incompatibilité, insuffisance et/ou dégradation des performances de la Solution ayant un caractère reproductible et qui constitue expressément une non-conformité de la Solution au Référentiel de Conformité, affectant tout ou partie de la Solution et empêchant l'utilisation et/ou l'exploitation normale de tout ou partie de la Solution (c'est à dire une utilisation respectant le Référentiel de Conformité). Il existe deux catégories d'Anomalies : les Anomalies bloquantes et les Anomalies semi-bloquantes.

Concernant la Solution :

- Le terme "**Anomalie(s) bloquante(s)**" désigne toute(s) Anomalie(s) qui rend impossible de manière permanente ou répétitive l'utilisation et/ou l'exploitation de tout ou partie de la Solution ou qui génère des Résultats de traitement de l'information qui sont erronés ou une perte de Données, hors indisponibilité liée à une opération maintenance planifiée réalisée dans les conditions décrites dans l'offre du Prestataire et préalablement acceptées par IFPEN. La correction des Anomalies bloquantes est soumise à Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) dans les conditions de l'article 14.2 ci-dessous.
- Le terme "**Anomalie(s) semi-bloquante(s)**" désigne toute Anomalie(s) qui altère une fonctionnalité de la Solution sans toutefois en empêcher l'utilisation et/ou l'exploitation, ni générer des Données erronées ou une perte de Données. La correction des Anomalies semi-bloquantes doit être opérée dans les meilleurs délais par le Prestataire dans les conditions décrites dans l'offre du Prestataire.
- Le terme "**Application(s)**" désigne un logiciel ou un progiciel développé ou paramétré pour automatiser (informatiser) un ensemble d'activités du SIE. Les applications doivent être hébergées sur la Solution. Elles sont décrites au paragraphe 3.3 et suivants du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	8/54

- Le terme "**Architecture applicative**" désigne l'ensemble des composants logiciels (côté serveur ou côté client) qui supportent une Application (SGBD, serveur Web, serveur d'application, navigateur Web, composant JRE, composant XML, logiciel applicatif).
- Le terme "**Architecture technique**" désigne l'ensemble des composants d'infrastructure informatique (matériels et logiciels de base) support d'une application, d'un programme ou d'un service du SI.
- Le terme « **Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication** » ou « **CCAG-TIC** » désigne le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'informations et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié, s'appliquant au présent Marché sous réserve des dérogations et/ou ajustements prévus au CCAP.
- Le terme « **Cahier des Clauses Administratives Particulières** » ou « **CCAP** » désigne le présent document fixant les clauses administratives particulières propres au Marché en complément et/ou en dérogation au CCAG-TIC.
- Le terme « **Cahier des Clauses Techniques Particulières** » ou « **CCTP** » désigne le document contractuel du Marché qui fixe les clauses techniques nécessaires à l'exécution des prestations du Marché. Ce document tient lieu de cahier des clauses techniques particulières (« CCTP ») au sens du CCAG-TIC, il est aussi appelé cahier des charges.
- Le terme "**Calendrier**" désigne l'ensemble des délais d'exécution de la Prestation à réaliser.
- Le terme "**Data Center**" ou "**Data Centre**" désigne l'emplacement physique où les Matériels sont hébergés et raccordés aux différents réseaux. La localisation du Data Center est indiquée dans l'Offre du Titulaire. Le Titulaire peut décider en cours de Marché de changer la localisation du Data Center, sous réserve d'en informer préalablement l'Acheteur et de prendre à sa charge les frais de déménagement et de respecter ses engagements contractuels.
- Le terme "**Date Impérative**" désigne toute date indiquée comme telle dans le Calendrier ou le Marché. L'engagement au respect de ces dates par le Titulaire constitue une condition déterminante du consentement de l'Acheteur au Marché.
- Le terme "**Documentation**" s'entend de la documentation fonctionnelle et technique devant être fournie de façon imprimée et électronique et se rapportant aux fonctionnalités assurées par la Solution et/ou à son utilisation et caractéristique, ainsi que de la documentation relative aux procédures de tests liées à la phase de mise en œuvre de la Solution. La Documentation minimale à fournir par le Titulaire est listée dans les Livrables du CCTP. La Documentation est fournie en français.
- Le terme " **Données**" désigne les données, quels qu'en soient la forme et le contenu, entrées manuellement ou automatiquement dans les Applications, traitées et/ou produites par les Applications.
- Le terme "**Droit d'Utilisation**" désigne le droit pour une personne bénéficiant d'un accès à la Solution au titre du présent Marché, d'effectuer le traitement de tout ou partie d'un

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	9/54

programme de la Solution ayant pour destination le déroulement et l'exécution des instructions qu'il contient conformément à des fonctionnalités qui en constituent le cadre de référence.

- Le terme "**Environnement**" désigne l'ensemble des matériels, systèmes d'exploitation, SGBDR et bases de données sur lesquels la Solution est installée ainsi que l'ensemble des logiciels avec lesquels la Solution est interfacée. L'Environnement d'exploitation est décrit dans le CCTP.

- Le terme "**Équipement(s)**" désigne l'ensemble des Matériels et/ou Logiciels constituant la Solution mise en œuvre et fournie par le Prestataire conformément aux dispositions du présent Marché.

- Le terme "**Évolution**" désigne toute opération consistant à la mise à disposition de nouvelles fonctionnalités ou à l'accroissement ou à la diminution des fonctionnalités de la Solution. Une Évolution peut concerner les fonctionnalités et/ou les performances de la Solution. Notamment, une Évolution pourra conduire à l'augmentation du débit de la bande passante de la Solution ou à l'ajout ou la suppression de serveurs virtuels en cas d'augmentation ou de diminution du nombre d'Applications devant être hébergées par la Solution.

- Le terme "**Hébergement**" désigne la mise de disposition de serveurs virtuels, hébergés dans un Data Center.


- Le terme "**Incident**" désigne une perturbation due à une Anomalie affectant la Solution.

- Le terme "**Information(s) Confidentielle(s)**" désigne tous les plans, documents, méthodes, informations techniques, scientifiques, commerciales, sociales, financières, stratégiques, ou autres, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent Marché. Les Données et les Résultats sont notamment des Informations Confidentielles. Ne sont pas considérées comme confidentielles les informations dont le Titulaire pourra prouver :


- Qu'elles étaient dans le domaine public lors de la communication par l'Acheteur, ou qu'elles y sont tombées ultérieurement sans faute de sa part (dans l'un et l'autre cas, le Titulaire ne sera délié de son obligation de confidentialité qu'à l'égard des seules informations divulguées dans le public et à partir de la date de divulgation) ;
- Qu'elles étaient en sa possession lors de leur transmission par l'Acheteur ;
- Qu'elles lui ont été transmises par un tiers, disposant de bonne foi du droit de faire une telle communication sans obligation de confidentialité.

- Le terme "**Interface(s)**" désigne l'ensemble des programmes informatiques permettant d'échanger des informations entre la Solution et les autres éléments du Système d'Information de l'Acheteur par l'adoption de règles communes, conçus et développés par ou sous le contrôle du Titulaire.

- Le terme "**Livrable**" désigne toute Documentation, tout programme, tout support informatique, tout document papier ou électronique, etc. que le Titulaire sera amené à remettre à l'Acheteur en exécution du Marché, notamment ceux listés au CCTP et dans l'engagement contractuel du Titulaire.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	10/54

- Le terme "**Logiciel**" désigne les logiciels intégrés ou non au Matériel faisant partie de la Solution mise en œuvre et fournie par le Prestataire conformément aux dispositions du présent Marché.
- Le terme "**Marché**" désigne l'ensemble des documents contractuels listés à l'article 3 du présent CCAP.
- Le terme "**Maintenance curative**" désigne les opérations qui consistent à corriger tout défaut de fonctionnement d'un ou plusieurs organes des Équipements (Matériels et/ou Logiciels) qu'il ait été signalé par l'Acheteur (alarme, dysfonctionnement, etc.) ou non (les autres sources possibles peuvent être, par exemple, le Prestataire lui-même ou un constructeur ou un éditeur).
- Le terme "**Matériel**" désigne l'ensemble des matériels, éléments physiques ou actifs, composant la Solution mise en œuvre et fournie par le Prestataire conformément aux dispositions du présent Marché. Le Matériel est la propriété du Prestataire ou de tout tiers avec lequel il est lié contractuellement, son bon fonctionnement est donc à la charge du Prestataire. Il est décrit dans l'Offre du Prestataire, mais peut être modifié par le Prestataire, sous réserve d'en informer préalablement l'Acheteur et de respecter ses engagements contractuels, notamment quant au Référentiel de Conformité que doit respecter la Solution.
- Le terme "**Mise en production**" désigne l'étape consistant à mettre en production la Solution dans l'Environnement d'exploitation de l'Acheteur.
- Le terme "**MOA**" désigne la Maîtrise d'ouvrage du projet soit IFPEN (Acheteur commanditaire de la Solution). La MOA est représentée par un Chef de projet MOA. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations destinées à un ou des intervenants de l'Acheteur liés au projet en provenance d'un ou des intervenants de la MOE et inversement en provenance de l'un ou des intervenants Acheteur vers un ou des intervenants de la MOE. Le Chef de projet MOA a pour interlocuteur privilégié le Chef de projet MOE.
- Le terme "**MOE**" désigne la Maîtrise d'œuvre ayant la responsabilité pleine et entière de toutes les Prestations couvertes par le présent Marché. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations destinées à un ou des intervenants MOE liés au projet en provenance de la MOA et inversement en provenance de l'un ou des intervenants de la MOE vers un ou des intervenants de la MOA. La MOE est assurée par le chef de projet du Titulaire. Le Chef de projet MOE a pour interlocuteur privilégié le Chef de projet MOA.
- Le terme « **Niveaux de Services** » ou "**SLA**" désigne, pour un Service défini, la valeur mesurable d'un indicateur représentatif. Les Niveaux de services sont définis dans les documents du Marché. Les engagements minimums en termes de Niveaux de services sont définis dans le présent CCAP et dans le CCTP. L'engagement du Titulaire sur les Niveaux de services est un engagement de résultat dont le respect est vérifié par rapport aux valeurs cibles convenues par les deux Parties dans les documents contractuels (taux de disponibilité de la Solution, Garantie de Temps de Rétablissement en cas d'Incident affectant la Solution, etc....).
- Le terme "**Notification**" désigne l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des Parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	11/54

- Le terme "**Plan d'Assurance Qualité (PAQ)**" désigne le document formalisant l'ensemble des procédures, normes de qualité et méthodes destinées à garantir la qualité de la réalisation des tâches confiées au Prestataire ainsi que le Plan de Prise en Charge. Le PAQ fait partie intégrante du présent Marché dès sa signature par les deux Parties.

- Le terme "**Plan d'Assurance Sécurité**" désigne le document contractuel décrivant avec précision l'ensemble des dispositions spécifiques que le Prestataire s'engage à mettre en œuvre pour garantir le respect des exigences de sécurité du Client.

- Le terme "**Plan de Prise en Charge**" désigne le document décrivant avec précision l'ensemble des moyens et l'organisation du Prestataire pour prendre en charge la Prestation. Ce Plan fait partie intégrante du PAQ.

- Le terme "**Plan de Secours Informatique**" désigne l'ensemble des procédures de secours qui sont mises en œuvre en cas de sinistre majeur (événement qui entraîne une dégradation de la Solution d'une importance telle que la mise en route du Plan de Secours est décidé par le Client). Ces sinistres peuvent résulter de pannes logicielles ou matérielles, de causes accidentelles, d'une malveillance ou de l'environnement (feu, inondation, erreur humaine, etc.). Le Plan de Secours Informatique a pour objectif d'assurer la continuité des éléments de la Solution identifiés comme critiques par le CLIENT.

- Le terme "**Prestation(s)**" désigne selon les circonstances l'une ou l'ensemble des Prestations assurées par le Titulaire telles que décrites dans le Marché dont le descriptif figure à l'article 7 du présent CCAP ainsi que dans le CCTP.


- Le terme "**Recette**" désigne la décision expresse de l'Acheteur constatant la conformité d'un Livrable aux Spécifications contractuelles correspondantes. Les opérations de recette devront permettre de contrôler la conformité fonctionnelle et technique, le respect des performances, la bonne intégration et notamment l'absence de régression des Livrables précédemment réceptionnés, et le bon fonctionnement de la Solution conformément au Référentiel de Conformité.

- Le terme "**Recette définitive**" est la décision expresse de l'Acheteur, prise à la fin de la phase de VSR visée à l'article 12.4 du CCAP, par laquelle l'Acheteur reconnaît que la Solution est capable d'assurer un service régulier en production sans indisponibilité, de remplir les fonctions attendues et correspondre à ce qui est attendu au titre du Référentiel de Conformité.


- Le terme "**Recette provisoire**" est la décision expresse de l'Acheteur, prise à la fin de la phase de VABF visée à l'article 12.2 du CCAP, par laquelle l'Acheteur reconnaît la conformité de la Solution, en environnement de Recette, aux Spécifications du Référentiel de Conformité, étape nécessaire à la Mise en production de la Solution.

- Le terme "**Réfaction**" désigne la décision prise par l'Acheteur de réduire le montant des Prestations à verser au Titulaire, lorsque les Prestations ne satisfont pas entièrement au Référentiel de Conformité, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état.

- Le terme "**Référentiel de Conformité**" désigne les Spécifications Fonctionnelles et Techniques de la Solution telles que décrites, par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction entre ces documents, dans (i) le présent document, (ii) le CCTP, (iii) l'offre technique du Titulaire. Les documents de rang inférieur ne peuvent que préciser les documents de rang supérieur sans toutefois les remettre en cause.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	12/54

- Le terme "**Représentant de l'Acheteur** " ou « **Chef de Projet MOA** » désigne la personne nommée par l'Acheteur pour être l'interlocuteur unique du Représentant du Titulaire pour les questions d'ordre contractuel et de suivi du projet.
- Le terme "**Représentant du Titulaire**" ou « **Chef de Projet MOE** » désigne la personne nommée par le Titulaire pour être l'interlocuteur unique du Représentant de l'Acheteur pour les questions d'ordre contractuel et de suivi du projet.
- Le terme « **Service** » désigne l'ensemble des services à assurer par le Titulaire au titre du Marché au bénéfice de l'Acheteur tels que définis dans les documents contractuels et notamment le CCTP.
- Le terme "**Solution** " désigne l'espace d'hébergement privatif comprenant un ensemble de machines virtuelles constituant la plateforme d'Hébergement des Applications IFP School mis en place et infogéré par le Prestataire au titre du présent Contrat. Le Prestataire a défini sous sa seule responsabilité la Solution comme apte à répondre aux besoins fonctionnels d'IFPEN tels que décrits dans le CCTP et garantit que la Solution est conforme au Référentiel de Conformité.
- Le terme "**Solution de contournement**" désigne toute procédure ou adaptation temporaire des usages permettant la reprise du service pour les Utilisateurs impactés en attendant la mise en œuvre et la livraison de la solution définitive d'une Anomalie bloquante.
- Le terme "**Spécification**" désigne les Spécifications Fonctionnelles et Techniques, générales et détaillées de la Solution à mettre en place par le Titulaire conformément au Référentiel de Conformité.
- Le terme "**Spécifications Fonctionnelles**" désigne les besoins de l'Acheteur à satisfaire et les contraintes induites par l'organisation de travail de l'Acheteur à respecter par le Titulaire, ainsi que les fonctionnalités requises de la Solution à mettre en place et sur lesquelles le Titulaire a donné son accord. Elles sont définies conformément au Référentiel de Conformité et le CCTP de l'Acheteur en fixe le socle minimum.
- Le terme "**Spécifications Techniques**" désigne en termes de besoins à satisfaire et contraintes à respecter par le Titulaire (environnement technique informatique, description des paramétrages techniques, etc.), toutes les propriétés techniques requises pour la Solution à mettre en place. Elles sont définies sous la responsabilité du Titulaire conformément au Référentiel de Conformité, dans le respect des contraintes techniques indiquées au CCTP.
- Le terme "**Système d'Information des Elèves**" ou "**SIE**" désigne le Système d'Information des Elèves, ensemble des Données, procédures, organisation et Applications qui supportent les processus de l'école. Le SIE d'IFP School n'intègre pas le SI de Gestion et d'Administration des autres divisions d'IFP Energies nouvelles qui est du domaine de compétence de la DSI d'IFP Energies nouvelles.
- Le terme "**Vérification d'aptitude au bon fonctionnement**" ou "**VABF**" désigne l'activité de la phase de réception qui valide la conformité (fonctionnelle et technique) de la Solution et se solde par un accord de passer la Solution en production. Par extension, le jalon de passage à la phase de Mise en production de la Solution (avec ou sans réserve). La procédure de VABF est décrite à l'article 12.2 du CCAP.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	13/54

- Le terme "**Vérification de Service Régulier**" ou "**VSR**" désigne l'activité de la phase de réception qui est différée pendant la phase de Mise en production et qui vise à vérifier le bon fonctionnement de la Solution en service régulier (application effectivement utilisée en production pour des activités opérationnelles normales) et se solde par le prononcé de la Recette définitive de la Solution. Par extension, le jalon de passage à la phase de garantie de la Solution. La procédure de VSR est décrite notamment à l'article 12.4 du CCAP.

2. OBJET

Objet du marché

Le présent Marché, constitué des présentes et de l'ensemble des annexes et documents visés à l'article 3 ci-dessous, a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquels le Prestataire s'engage :

- à fournir à IFP School une Solution visant à assurer un espace d'hébergement privatif comprenant un ensemble de machines virtuelles constituant la plateforme d'hébergement des Applications d'IFP School, conformément au Référentiel de Conformité, dans le respect des Dates Impératives et du prix forfaitaire prévus au présent Contrat et aux objectifs du Client tels que rappelés en préambule,
- à assurer l'infogérance de la Solution, en ce compris la Maintenance curative et le support de la Solution mise en œuvre pour toute la durée du Contrat,
- à assurer, dans ce cadre, l'ensemble des Prestations connexes à la mise en œuvre de la Solution telles que détaillées dans les documents contractuels listés à l'article 3 ci-dessous.

Le titulaire atteste avoir pleine connaissance de la nature et de l'importance des besoins et contraintes de l'Acheteur tels qu'exprimés dans le CCTP, du calendrier de l'Acheteur et a conclu à la faisabilité des Prestations, étant précisé que la capacité du Prestataire à répondre et à satisfaire aux besoins exprimés par l'Acheteur dans le CCTP et à coopérer avec l'Acheteur constitue un élément déterminant au consentement de l'Acheteur dans le cadre de la conclusion du marché.

Prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du Marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au Titulaire.


Forme du marché public

Le marché passé est un marché ordinaire, global, mono-attributaire et à prix forfaitaires.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Cet article déroge à **l'article 4.1** du CCAG-TIC.

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes par ordre hiérarchique décroissant de valeur juridique :


	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	14/54

1. L'acte d'engagement et ses annexes :
 - 1.1 L'annexe financière dite « Bordereau de Prix (BP) »,
 - 1.2 La mise au point éventuelle du marché ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (« CCAP »), éventuellement modifié en cours de publication du marché ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« CCTP ») éventuellement modifié en cours de publication du marché ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'informations et de la communication approuvée par arrêté du 30 mars 2021 (« CCAG-TIC ») et modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022, ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter sous réserve des dérogations identifiées au présent CCAP ;
5. L'offre technique du titulaire (cadre de réponse Technique et RSE) et tous les documents associés valant engagement contractuel ;
6. Le Calendrier détaillé de réalisation des prestations mis à jour régulièrement en cours d'exécution du marché ;
7. Le Plan d'Assurance Sécurité, ce document sera rédigé par le Titulaire et constitue un Livrable de la phase d'initialisation ;
8. Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ), ce document incluant le Plan de Prise en charge sera rédigé par le Titulaire qui devra être finalisé au plus tard lors du cadrage, ce document est ensuite mis à jour régulièrement ; dès que le Plan d'Assurance Qualité sera signé par les deux Parties, il s'insérera au-dessus de l'Offre du Titulaire dans l'ordre de prévalence contractuelle des documents ;
9. Le Plan de Réversibilité, ce document sera rédigé par le Titulaire qui devra en établir une première version au plus tard avant la fin de phase de VSR, ce document est ensuite mis à jour régulièrement ; dès que le Plan de réversibilité sera signé par les deux Parties, il s'insérera au-dessus de l'Offre du Titulaire dans l'ordre de prévalence contractuelle des documents ;
10. Le Règlement intérieur d'IFP Energies nouvelles et de COFIP – version du 9 novembre 2022 ;
11. Le code de conduite anti-corruption d'IFPEN ;
12. La charte des systèmes d'information d'IFPEN et de COFIP – version du 3 mai 2021 ;
13. La charte des achats IFP Energies Nouvelles – version du 31 mars 2011 ;
14. Les ordres de service ;
15. Les bons de commande issus de l'ERP d'IFPEN.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives. Tout avenant approuvé par les parties ou toute modification décidée unilatéralement de l'un des documents contractuels a le rang du document qu'il complète ou amende.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans l'un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra. Les documents de rang inférieur ne peuvent que compléter, préciser les documents de rang supérieur sans toutefois les remettre en cause. En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans un document de même rang, le document le plus récent prévaudra si celui-ci a été signé par les deux Parties contractantes.

Le Plan de Réversibilité étant susceptible d'évoluer dans le temps, la dernière version signée par les Parties prévaut sur les versions antérieures.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	15/54

Nonobstant toute clause contraire, en aucun cas les conditions générales de vente ou d'achat de l'une des Parties, quel que soit le support sur lequel elles sont mentionnées, ne pourront être opposées à l'autre Partie, seules les stipulations prévues au présent Marché s'appliquant entre les Parties.

Les Parties conviennent que les clauses des pièces constitutives du présent Marché expriment l'intégralité des obligations des Parties sur l'objet défini à l'article 2.

Aucun autre document ne pourra entrer dans le champ contractuel. En particulier, les comptes rendus de réunion visés à l'article 10 du présent CCAP, même approuvés par l'Acheteur, ne pourront constituer une modification des termes du Marché, sauf établissement d'un avenant écrit signé par un représentant dûment habilité de chacune des Parties spécifiant expressément qu'il est conclu afin de modifier les termes du Marché. En particulier, ces comptes rendus de réunion ne pourront notamment pas avoir d'impact sur les prix du Marché (notamment pour une Evolution actée conformément aux stipulations de l'article 5).

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le Titulaire exécute les Prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le Titulaire doit l'intégralité des Prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents du Marché. Le Titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent Marché.

Il est entendu entre les Parties que la signature par le Titulaire de l'Acte d'engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le Marché et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.


Compte tenu des spécificités tenant à son ERP, IFPEN adressera au titulaire des bons de commande dans les conditions présentées ci-dessous.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP. Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.01.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCAP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

Dans le cadre de l'exécution des prestations du marché, des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au Titulaire. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire principalement sur la base de l'annexe financière dite « Bordereau de Prix (BP) ».

Chaque bon de commande indique :

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	16/54

Le Titulaire fournit, au plus tard à la notification du marché, une adresse de courriel électronique unique à IFPEN pour la réception des commandes.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée du marché et jusqu'au dernier jour de sa validité.

Le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à IFPEN toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, lequel a seul compétence pour formuler des observations à IFPEN.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

4. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR – DUREE

Le marché est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans, à compter du 01/10/2025 (quand bien même la date de notification serait antérieure) ou à la date de notification si celle-ci est postérieure. **La date de mise en production de la solution est fixée au plus tard au 01/11/2025.**

Le marché est reconductible : ☒ Oui ☐ Non


- Nombre de reconductions possibles : deux (2) reconductions possibles.
- Durée de chaque reconduction possible : un (1) an.
La durée maximum du marché, toutes reconductions incluses, est de 5 ans.
- Mécanisme de reconduction du marché : Tacite.
La décision de non-reconduction du marché est à la discrétion exclusive d'IFPEN, le cas échéant elle est notifiée au titulaire trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours du marché.

Nonobstant les stipulations du présent article, les obligations qui par nature se poursuivent à l'échéance du Marché ou dont il est indiqué spécifiquement dans le Marché qu'elles survivent pour une durée leur étant propre continueront à être applicables pour la durée leur étant propre, notamment les stipulations des articles « Confidentialité », « Propriété intellectuelle », « Responsabilité », « Loi applicable et attribution de compétence » resteront en vigueur à l'échéance du présent document.

5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent marché notamment en cas d'Évolution de périmètre des Prestations ou en cas d'Évolution pour circonstances exceptionnelles.

Le montant total des modifications du marché réalisé à travers cette clause de réexamen ne peut être supérieur à 50 % du montant du marché initial.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	17/54

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

5.1 Évolution de périmètre des Prestations

L'Acheteur a défini ses besoins dans le CCTP. Le CCTP fixe le périmètre du projet en décrivant notamment les besoins fonctionnels et les exigences techniques minimaux initiaux auxquels la Solution doit répondre, notamment le dimensionnement minimum des machines virtuelles accueillant les Applications.

Le Prestataire s'engage sur l'évolutivité de la Solution permettant notamment un redimensionnement aisé dans le temps des machines virtuelles composant la Solution (RAM, espace disque, CPU, etc...) et l'intégration à la Solution de nouvelles machines virtuelles ou au contraire une réduction du périmètre de la Solution en fonction des besoins d'IFP School.

Afin d'éviter tout malentendu entre les Parties entre ce qui relève ou non d'une Évolution de périmètre des Prestations, les demandes d'Évolutions éventuelles à l'initiative de l'Acheteur qu'elles soient formulées formellement, ou lorsque le Titulaire considère qu'une demande de l'Acheteur est en fait une Evolution (dans cette dernière hypothèse le Titulaire est tenu d'alerter dans les meilleurs délais le Représentant de l'Acheteur de ce qu'il considère être une Evolution via une Notification (par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception) et en tout état de cause avant de la mettre en œuvre, dans ce cas les Parties se concertent afin de déterminer si la demande constitue ou non une Evolution et, le cas échéant, statuent sur l'instruction de ladite demande par le Titulaire) seront traitées selon la procédure définie ci-après :


- Le Représentant du Titulaire étudie la faisabilité de la demande ;
- Il crée un état de la demande identifiant le besoin, sa faisabilité, les ressources additionnelles le cas échéant nécessaires, le coût de réalisation de cette Évolution, l'impact éventuel sur les performances de la Solution, les Livrables attachés à l'Évolution, le planning de mise en œuvre de l'Évolution ;
- Cet état est ensuite soumis pour validation au Représentant de l'Acheteur. L'Acheteur est alors libre, soit d'émettre un ordre de service sur la base du devis s'il choisit de mettre en œuvre l'Evolution, soit de renoncer à l'Evolution.

Les Prestations complémentaires liées à des Evolutions ne seront engagées qu'après émission d'un ordre de service de IFPEN.

Les Évolutions qui auront été actées conformément aux stipulations du présent article pourront donner lieu à une facturation complémentaire conformément aux stipulations figurant dans l'ordre de service de l'Acheteur. Toute réalisation d'Evolution effectuée par le Titulaire en l'absence d'ordre de service de l'Acheteur émis au préalable sera à la charge du Titulaire qui en assumera l'entière responsabilité et aucun complément de prix ne pourra être facturé à l'Acheteur.

5.2 Évolution pour circonstances exceptionnelles

En cas d'événement extérieur aux Parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du Marché (crise sanitaire par exemple, pénuries, hausse des matières premières

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	18/54

ou du coût salarial...), une modification des prix peut être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du Marché et doivent être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le Marché, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au Marché.

Les Parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du Marché. Une telle mesure est notamment applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des Services figurant au présent Marché d'une nature telle que l'économie générale du Marché s'en trouve bouleversée. Le Titulaire du Marché apporte la démonstration que l'exécution des Prestations telles que prévues au Marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les parties s'engagent à recourir, dans la mesure du possible, aux modalités de révision ou d'actualisation des prix prévus au marché. A défaut et à titre exceptionnel, les partis peuvent décider à de nouvelles modalités de variation, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Les modifications apportées au titre du présent article demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du Marché.


En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du Marché, les Parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières du Marché antérieurement mises en œuvre. Cela étant, s'il est constaté en cours d'exécution du Marché une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par l'Acheteur, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

Modalités de mise en œuvre :

La demande doit parvenir à l'Acheteur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par l'Acheteur de la proposition de modification, celui-ci dispose d'un délai de trente (30) jours, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'Acheteur n'a pas fait connaître sa réponse, il est réputé avoir refusé la modification. Si l'Acheteur émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'Acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'Acheteur vaudra refus de la modification.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	19/54

6. DELAIS ET PLANNING

Les étapes et délais attachés à la phase d'initialisation du projet sont définis en détail dans le Calendrier détaillé de réalisation de la Prestation proposé par Titulaire dans son offre valant engagement contractuel et/ou tout autre Calendrier d'exécution signé par les deux Parties postérieurement à la signature du présent Marché, venant préciser, ajuster le Calendrier initial.

Le Calendrier détaillé de réalisation de la Prestation sera tenu à jour régulièrement et pourra être actualisé, d'un commun accord, dans le cadre des instances de pilotage visées à l'article 10.2 et suivants du CCAP. Le compte-rendu de réunion actualisant le Calendrier sera envoyé à l'Acheteur pour validation conformément aux stipulations spécifiées aux dits articles. Ce compte-rendu pourra faire l'objet d'observation(s) ou opposition(s) écrite(s) formulée(s) par l'Acheteur. Une fois validé par les deux Parties, le Calendrier actualisé visé dans le compte-rendu aura valeur contractuelle.

Néanmoins, le Titulaire s'engage au titre d'une obligation de résultat, à respecter les Dates Impératives ci-dessous :

- A la date du 01/11/2025 au plus tard, la Solution dans son ensemble doit être opérationnelle permettant ainsi sa Mise en production, elle doit de ce fait présenter les fonctionnalités et propriétés générales et atteindre au minimum les performances décrites dans le Référentiel de Conformité.
- La Recette définitive devra pouvoir être prononcée au plus tard deux (2) mois après la Mise en production de la Solution, conformément aux dispositions de l'article 12.3.

Toutefois le respect par le Titulaire des Dates impératives mentionnées ci-dessus est conditionné par le respect par l'Acheteur du prérequis suivant : l'Acheteur s'engage à effectuer ou à faire effectuer dans les délais contractuellement prévus toute opération contractuellement indiquée comme étant à sa charge dans les documents contractuels.


A défaut de respect par l'Acheteur de ce prérequis et après Notification du Titulaire à l'Acheteur de l'écart constaté ou en cas de retard dû à un cas de force majeure (telle que cette notion est définie au présent Marché), les Dates Impératives fixées au présent article seront reportées. Dans ce cas, les nouvelles Dates Impératives seront fixées d'un commun accord entre les Parties en tenant compte du nombre de jours de retard imputables à l'Acheteur ou au cas de force majeure à l'origine du retard. Le Titulaire s'engageant alors sur ce nouveau Calendrier.

Les modalités de gestion de projet quel qu'ils soient ne pourront modifier les Dates Impératives.

Il est précisé toutefois qu'en sa qualité de MOE le Titulaire s'engage à Notifier à l'Acheteur tout manquement de ce dernier risquant d'impacter le Calendrier dès qu'il en a connaissance afin de permettre à l'Acheteur de limiter au maximum le retard subi par le projet.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais impératifs visés au présent article. En cas de retard par rapport aux Dates Impératives fixées ci-dessus (ou le cas échéant - en cas de retard imputable à l'Acheteur ou à un cas de force majeure - par rapport à la nouvelle Date Impérative déterminée conformément au paragraphe précédent), les pénalités prévues à l'article 13.2 seront applicables dans les conditions définies au dit article.

Toutefois le Titulaire ne pourra pas être tenu responsable et ne sera redevable d'aucune charge financière (pénalité ou autre) pour tout retard au regard du Calendrier dans les hypothèses suivantes :

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	20/54

- (i) du non-respect par l'Acheteur après Notification du Titulaire lui demandant de s'exécuter des obligations contractuelles lui incombant dès que ce non-respect est à l'origine du retard et n'est pas la conséquence d'un manquement préalable du Titulaire ayant conduit à ce non-respect ; seules les obligations contractuelles précisées dans le présent marché pourront être notifiées à l'Acheteur ; il est notamment précisé que les modalités de gestion de projet quelles que soient les formes choisies ne pourront modifier les obligations mises à la charge de l'Acheteur ;
- (ii) si les renseignements ou des documents dont la fourniture incombe à l'Acheteur au titre du présent Marché ne sont pas communiqués en temps voulu conformément aux obligations prévues au présent Marché après Notification de relance restée sans effet ;
- (iii) en cas de force majeure (telle que cette notion est définie au présent CCAP) ;
- (iv) et de façon plus générale, pour tout retard imputable à l'Acheteur ou à un tiers (autres que le(s) sous-traitant(s) ou fournisseur(s) du Titulaire agissant dans le cadre de ce marché), étant précisé que le Titulaire devra dans ce cas, pour pouvoir s'exonérer de sa responsabilité, alerter l'Acheteur (via une Notification), dès qu'il a connaissance du fait générateur du retard et des conséquences potentielles de ce dernier sur les Dates Impératives.

Dans ces hypothèses, les Dates Impératives seront décalées afin de tenir compte du retard imputable à l'Acheteur ou à un cas de force majeure, conformément aux dispositions indiquées plus haut au présent article et les dispositions de l'article 13.1 seront applicables afin de tirer les conséquences éventuelles d'un tel retard.

7. CONDITIONS DE REALISATION DE LA PRESTATION

7.1 Lieu d'exécution des prestations


La Prestation d'Hébergement se déroule dans les locaux du Prestataire avec ses propres ressources techniques et logicielles. Ces locaux peuvent lui appartenir en propre ou être loués auprès d'un tiers (type opérateur de Data Centre).

Le type et le lieu d'hébergement mis en place est précisé dans l'offre du Titulaire valant engagement contractuel. Le Prestataire s'engage à tenir informé l'Acheteur de tout changement affectant le type ou lieu d'hébergement pendant la durée du Marché, étant précisé qu'en tout état de cause le type et le lieu d'hébergement devra être conforme aux prérequis du Référentiel de Conformité.

Concernant les risques liés à la localisation des Données, le Titulaire devra s'engager à ce que l'Hébergement des Données respecte le cadre juridique fixé en France et plus généralement en Europe, notamment pour les Données à caractère personnel.

En cas d'intervention dans les locaux de IFP School, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront s'engager à respecter et à faire respecter par leurs personnels le règlement intérieur, les règles d'hygiène, les horaires de travail, ainsi que les procédures de sécurité et procédures de sécurité informatique en vigueur à IFP School (en particulier Charte des SI IFPEN), communiqués au préalable au Titulaire par l'Acheteur. Le site de l'Acheteur étant un établissement à accès restrictif, le personnel du Titulaire et de ses éventuels partenaires et sous-traitants appelé à intervenir sur le site de l'Acheteur devra être habilité par l'Acheteur.

Le Titulaire devra notamment mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de :

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	21/54

- Répondre aux exigences de qualité et de sécurité en vigueur chez l'Acheteur, telles que listées dans le CCTP ;
- Respecter les instructions DSI de l'Acheteur pour toute intervention à distance ;
- Respecter la charte SI de l'Acheteur.

Pour les Prestations réalisées à distance, le Titulaire devra s'appuyer sur les instructions de la DSI de l'Acheteur transmises au Titulaire.

7.2 Personnel du Titulaire


Le Titulaire mettra en place l'organisation et les moyens nécessaires et le personnel dûment qualifié pour mener à bien la Prestation.

La structure précise de l'équipe projet mise en place par le Titulaire et le rôle exact des intervenants sont définis dans l'offre du titulaire valant engagement contractuel. Le Représentant du Titulaire sera l'interlocuteur unique de l'Acheteur pour les questions d'ordre contractuel et de suivi du projet ; cette personne veillera à ce que, à chaque période ou étape de l'exécution du présent Marché, les ressources et moyens nécessaires soient mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des Prestations. Il sera dûment habilité par son entreprise à prendre toute décision d'ordre technique ou organisationnel liée à la bonne fin du projet objet du présent Marché. En cas d'absence ou d'indisponibilité du Représentant du Titulaire, ce dernier devra le remplacer par un collaborateur de compétences au moins équivalentes et prendre à sa charge la période de recouvrement le cas échéant, étant précisé que ce type d'événement ne saurait remettre en cause la portée des engagements du Titulaire au titre du Marché.

Le Titulaire s'engage à pérenniser l'équipe des personnes intervenantes pour la réalisation du présent Marché. Si au cours de la réalisation des Prestations, ces personnes n'étaient plus en mesure de remplir leur mission, le Titulaire doit aviser immédiatement l'Acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'elles soient remplacées dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la notification à l'Acheteur de l'indisponibilité de la personne intervenant pour la réalisation des prestations du présent Marché afin que la bonne exécution des Prestations ne s'en trouve pas retardée ou compromise. Le remplaçant devra disposer d'un niveau d'expérience et de qualification similaire à celle dont disposait la personne remplacée. Les coûts de remplacement (incluant notamment les éventuels coûts de formation du remplaçant) sont exclusivement à la charge du Titulaire.

Le personnel du Titulaire affecté aux prestations du Marché reste, en toutes circonstances, sous le contrôle administratif et sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire.

Le Titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Il fait sien les problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail et des règles conventionnelles propres à sa branche d'activité et/ou sa société, relatives notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et éventuellement complémentaires et aux congés annuels ou autres. Les horaires devront être établis dans le but d'atteindre les résultats attendus. Pendant les opérations nécessitant une interface avec les activités d'IFP School, le Prestataire devra prévoir de s'adapter, si nécessaire, aux horaires de travail d'IFP School. Le Prestataire devra prendre en compte dans son organisation pour la réalisation des Prestations les jours de fermeture du Site IFP School.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	22/54

Quels que soient la durée et/ou le lieu de réalisation des prestations, le personnel du Titulaire ne pourra en aucun cas être assimilable juridiquement à un salarié de l'Acheteur ou à un personnel intérimaire mis à sa disposition.

7.3 Conditions d'interventions sur site IFPEN / IFP SCHOOL

Le Titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le site de l'Acheteur lors de ses interventions sur site IFPEN / IFP SCHOOL. Pour ce faire, l'Acheteur procède à l'information du personnel du Titulaire en ce qui concerne lesdites consignes de sécurité et les obligations visées par son règlement intérieur applicable dans ses locaux ou ses installations, lorsqu'ils sont accessibles au personnel du Titulaire.

8. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

De manière générale, les Prestations fournies par le Prestataire pour le compte de l'Acheteur sont les suivantes :

- Pilotage du projet et assurance qualité ;
- Fourniture de la Solution ;
- Fourniture de la Documentation concernant la Solution comprenant :
 - o Document technique d'architecture,
 - o Document des procédures de Recette ;
- Infogérance, Maintenance et support de la Solution ;
- Prestations d'accompagnement du suivi des Prestations.

Les Prestations attendues par le Client au titre du présent Marché sont détaillées de manière plus exhaustive dans le CCTP du Marché complété par l'offre du Prestataire valant engagement contractuel.

9. OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 Obligations de résultats


Le Titulaire prend acte de l'obligation de résultat qui lui incombe dans le cadre de la réalisation des Prestations définies à l'article 8 du présent CCAP et s'engage à :

- La fourniture d'une Solution devant être conforme au Référentiel de Conformité,
- la livraison de l'ensemble des Livrables,
- le respect des Dates Impératives,
- le respect des Niveaux de services contractuels,
- les obligations souscrites en matière de sécurité telles que définies à l'article 9.2. Obligation de sécurité.

D'une manière plus générale, Le Titulaire a l'obligation de réunir tous les moyens, méthodes et techniques qui permettent de satisfaire aux exigences afférentes à l'ensemble des Prestations à réaliser au titre du présent Marché notamment en ce qui concerne les Dates Impératives visées à l'article 6 du CCAP.

Le Titulaire s'engage à tout mettre en œuvre, en cas de difficultés, pour faire preuve d'une réactivité maximale, notamment en termes de moyens humains, matériels et économiques afin de se conformer à ses obligations contractuelles.

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du présent Marché des intervenants disposant des compétences nécessaires et en nombre suffisant pour que les objectifs contractuels soient

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	23/54

atteints et les délais contractuels respectés, notamment en ce qui concerne les Dates Impératives visées à l'article 6 du présent CCAP.

Les stipulations de **l'article 6.1 du CCAG- TIC** sont complétées/modifiées par les stipulations suivantes :

Le Titulaire garantit le respect de la législation sociale en matière de régularité des embauches de son personnel et s'engage, à ce titre, à remettre à l'Acheteur, au plus tard à la date de signature du Marché et tous les six (6) mois durant toute la période de son exécution, l'ensemble des attestations et autres documents exigés par la législation en vigueur applicable aux activités exercées par le Prestataire, à savoir :

- l'attestation énumérée au 1° de l'article D8222-5 du Code du travail,
- l'un des documents énumérés au 2° de l'article D8222-5 du Code du travail,
- et, le cas échéant en cas de salariés étrangers employés par le Prestataire ou si le Prestataire est établi à l'étranger et détache des salariées sur le territoire français, les listes nominatives visées aux articles D8254-2 et D8254-3 du Code du travail.

La régularité de la situation du personnel du Titulaire constitue une condition essentielle de l'exécution du Marché pour l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter par les entreprises de travail temporaire et/ou sous-fournisseurs et/ou sous-traitants auxquels il confierait la réalisation d'opérations rentrant dans l'objet du présent Marché, les dispositions législatives et réglementaires visées au présent article et à obtenir la remise des documents et attestations exigés par la législation en vigueur tels que rappelé ci-dessus.

Toute violation de la réglementation susvisée dont l'Acheteur serait informé pourra donner lieu à la résiliation de plein droit du Marché sans indemnité dans les conditions définies à l'article 21 du CCAP.

9.2. Obligation de sécurité


9.2.1. Principes généraux

Le Titulaire est soumis à une obligation de sécurité renforcée et s'engage également à l'application stricte par ses intervenants des règles et consignes en vigueur en matière de sécurité informatique chez l'Acheteur, telles que décrites ci-dessous, dans les documents contractuels et notamment le CCTP et au sein du Plan d'Assurance Sécurité.

Le Plan d'Assurance Sécurité élaboré par le Titulaire sur la base du CCTP et de l'Offre du Titulaire, est un Livrable de la phase d'initialisation des prestations. Il entre en vigueur dès sa validation par les deux (2) Parties.

Ce plan complète les dispositions du présent article et décrit l'ensemble des dispositions spécifiques que le Titulaire s'engage à mettre en œuvre pour garantir le respect des exigences de sécurité de l'Acheteur. Il contient a minima les informations suivantes :

- L'organisation mise en place par le Titulaire pour gérer les services de sécurité ;
- La méthodologie retenue par le Titulaire pour déployer les services de sécurité ;
- Les responsabilités du Titulaire représenté par son Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information des Elèves ;
- La matrice de couverture des exigences de sécurité de l'Acheteur.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	24/54

Le Plan d'Assurance Sécurité est mis à jour au minimum deux (2) fois par an. Le comité de suivi semestriel est responsable de la mise à jour de ce plan. Toute mise à jour devra être signée par l'Acheteur avant application.

L'Acheteur contrôlera de manière continue en cours de Marché son application par le Titulaire.

Au titre de son obligation de sécurité, le Titulaire devra notamment mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de :

- garantir un fonctionnement sécurisé du Système d'Information des Elèves ;
- empêcher toute intrusion extérieure non autorisée aux données métiers et personnelles ;
- empêcher toute interruption prolongée des ressources du SI ;
- répondre aux exigences de sécurité définies ci-dessous et au sein du Plan d'Assurance Sécurité.

Le Titulaire reconnaît que toute violation de son obligation de sécurité de la Solution dont le périmètre est défini au présent article ou dans le Plan d'Assurance Sécurité, est susceptible de créer un préjudice pour l'Acheteur compte tenu de la nature stratégique pour les activités de l'Acheteur des Données hébergées et traitées par les Applications hébergées sur la Solution.

La responsabilité du Titulaire ne saurait être engagée si une violation de sécurité survient en raison d'un problème avec une Application hébergée sur la solution (telle que injection SQL, Cross Site Scripting, ou autre) ou en cas de mauvaise manipulation d'un autre prestataire choisi par l'Acheteur, ayant accès à la Solution.

9.2.2. Protection des données informatiques

9.2.2.1 Protection des données informatiques

Les supports informatiques et documents fournis par l'Acheteur au Titulaire restent la propriété de l'Acheteur.


Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de sécurité concernant le réseau et le Système d'Information des Elèves de IFP School. Il lui incombe également de prendre toutes les mesures de sécurité et de confidentialité appropriées conformément aux dispositions générales définies par le Plan d'Assurance Sécurité pour garantir la protection des données et du Système d'Information des Elèves concernant les activités de l'Acheteur et notamment, de prendre toutes les mesures nécessaires au plan interne au sein de l'entreprise du Titulaire, pour garantir un cloisonnement étanche entre les données de l'Acheteur et celles de tout autre client du Titulaire.

Il prend également toutes les mesures nécessaires lors de ses Prestations afin d'éviter de véhiculer tout virus informatique ou de permettre le piratage de tout ou partie du Système d'Information Elèves.

9.2.2.2 Sécurité des réseaux

Le Titulaire apporte toute garantie concernant l'étanchéité entre les réseaux de l'Acheteur et les siens ou ceux de ses autres clients ou ceux des clients des fournisseurs de réseau choisis

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	25/54

par le Titulaire, notamment si une extension du réseau de l'Acheteur est mise en place dans les locaux du Titulaire pour les besoins du présent Marché. Toute interconnexion doit être approuvée par l'acheteur. En particulier, le Titulaire s'interdit la mise en place d'un réseau d'administration de type VPN, sans le passage obligatoire par une console préalablement identifiée et validée par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un chemin d'accès spécifique à chaque site de l'Acheteur afin de ne pas être dépendant de la ligne Acheteur intersites.

9.2.2.3 Sauvegarde et restauration des données

La sauvegarde des données et des programmes du Système d'Information des Elèves de l'Acheteur est assurée par le Titulaire. A cet effet, le Titulaire se conformera aux règles de sauvegarde, conservation et archivage des données du Système d'Information des Elèves sur la base du CCTP et des règles et politique de sauvegarde de l'Acheteur telles que fournies au Titulaire pendant la phase d'initialisation des prestations et toute nouvelle version de ces règles que lui communiquera l'Acheteur en cours de Marché. Ces règles et politiques seront complétées, mises à jour, mises à la disposition du Titulaire et portées à sa connaissance par l'Acheteur. Le Titulaire prendra toutes les mesures permettant, à la suite d'un Incident, la restauration, dans leur intégrité et leur confidentialité, des données et de tout ou partie du Système d'Information des Elèves affectés par ledit Incident sur la base des sauvegardes réalisées. Les règles et politique de sauvegarde actualisées et validées par les Parties seront adressées au Titulaire qui les mettra en œuvre dans les plus brefs délais.

La demande de restitution des médias de toute sorte qui ont fait l'objet d'un stockage extérieur sécurisé est de la responsabilité du Titulaire. La restauration des données et des programmes qui lui ont été confiées est de la responsabilité du Titulaire, sous réserve que le média qui lui ait été remis soit exploitable.

Des tests réguliers des supports de sauvegarde (bandes, etc...) devront être faits par le Titulaire, à sa propre initiative, afin de vérifier que ces supports peuvent être techniquement relus (ne sont pas endommagés) et que les données ont été correctement et entièrement sauvegardées.

9.2.2.4 Mise en œuvre du Plan de Secours Informatique


Le Titulaire s'engage à respecter le Plan de Secours Informatique de l'Acheteur et à participer à sa mise en œuvre en cas de nécessité.

Des exercices de mise en œuvre du Plan de Secours Informatique seront organisés au moins une fois par an, dans la limite de trois (3) fois, à l'initiative de l'Acheteur, ce dernier devant informer le Titulaire au moins deux (2) semaines à l'avance.

L'organisation et le calendrier de ces exercices seront déterminés par l'Acheteur lequel envisagera les aménagements éventuels à apporter au Plan de Secours informatique afin d'assurer son efficacité.

9.3. Devoir de conseil

Le Titulaire est parfaitement avisé que les Prestations à sa charge au titre du Marché requièrent de sa part un devoir général d'assistance, d'information, de conseil et de mise en garde à l'égard de l'Acheteur.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	26/54

A ce titre, le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active, à :

- collaborer à l'analyse des besoins de l'Acheteur, en sollicitant, le cas échéant, toutes informations et/ou documents nécessaires à la compréhension des objectifs, besoins et spécificités de l'Acheteur ;
- conseiller l'Acheteur à toutes les étapes du projet ;
- conseiller l'Acheteur sur tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur dont il aurait connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- conseiller et mettre en garde formellement dans le cadre d'une Notification l'Acheteur, dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles, en cours d'exécution des présentes, notamment en termes d'impact sur les délais et sur les conditions techniques et financières du Contrat (toute Évolution éventuelle devant intervenir dans le cadre fixé à l'article 5 du présent CCAP) ;
- informer l'Acheteur de toute difficulté rencontrée dans l'organisation ou le contrôle des tâches effectuées par le personnel de l'Acheteur ou de tiers intervenant au projet ;
- informer l'Acheteur de toute nouveauté technologique pouvant être utilisée dans le cadre du projet ;
- alerter l'Acheteur de tout événement dont il a connaissance pouvant affecter le bon déroulement du projet, y compris si cet événement est imputable à l'Acheteur ou sort du périmètre du projet mais peut avoir un impact sur celui-ci ;
- mettre en garde l'Acheteur, en temps utile via une Notification, contre toute difficulté, et notamment en cas de risque de retard dans le Calendrier et/ou de dépassement des Dates Impératives du fait de retards éventuels pris par l'un ou l'autre des intervenants sur le projet y compris l'Acheteur ou les prestataires de services tiers auxquels il a recours.


L'ensemble de ces obligations devra notamment se manifester au cours des diverses réunions de suivi du projet prévues à l'article 10 du CCAP.

Pour permettre au Titulaire de mener à bien les Prestations, l'Acheteur veillera en sa qualité de maître d'ouvrage à :

- mettre à la disposition du Titulaire tous les éléments qu'il estimera nécessaires à la bonne connaissance du problème, et répondre dans un délai raisonnable à toute demande d'informations de ce dernier,
- mettre le Titulaire en rapport avec toutes les personnes de l'entreprise concernées par le problème étudié. Le Représentant de l'Acheteur sera investi d'un pouvoir de décision à l'égard des solutions proposées par le Titulaire,
- tenir compte du fait que le Titulaire n'a pas forcément une connaissance détaillée des activités professionnelles propres à l'Acheteur. Toute ambiguïté ou imprécision devra être soit levée, soit soulignée, par l'Acheteur dès qu'il en a connaissance,
- ce que l'accord sur les choix de spécifications liés à la Solution soit donné par écrit,
- d'une manière générale collaborer de façon active conformément aux dispositions du Marché en exécutant dans les délais arrêtés dans les documents contractuels et notamment au PAQ les tâches identifiées comme étant à sa charge.

La Documentation fournie par le Titulaire fera l'objet d'une validation par l'Acheteur.

L'Acheteur garantit que les informations et documents remis au Titulaire sont ou seront exacts et précis. En conséquence, si des déficiences dans les Prestations fournies par le Titulaire résultaient d'informations ou de documents inexacts voire incomplets fournis par l'Acheteur, la responsabilité du Titulaire ne pourrait être retenue. L'Acheteur fera ses meilleurs efforts pour exprimer clairement ses besoins et ses contraintes durant la réalisation des Prestations, le

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	27/54

Titulaire assure son devoir de conseil, afin de permettre de réaliser la bonne exécution des Prestations conformément au présent Marché.

L'Acheteur a la responsabilité du bon fonctionnement du matériel d'exploitation constituant son Environnement d'exploitation à la date de signature du Marché. Tout incident à ce niveau, entraînant une perte de temps, sera examiné en réunion d'avancement et pourra, selon la durée et la répétitivité, entraîner une modification du Calendrier et du coût de réalisation des Prestations objet du présent Marché pour manquement de l'Acheteur conformément aux stipulations de l'article 6 du CCAP.

10. SUIVI ET PILOTAGE DE LA PRESTATION

10.1 Plan d'Assurance Qualité (PAQ)

Le plus tôt possible après la signature du Marché et au plus tard lors de la réunion de lancement, le Titulaire établit la version complète du PAQ qu'il soumet à l'approbation de l'Acheteur. Ce document est un Livrable du projet.

L'Acheteur dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour notifier ses éventuelles réserves sur le PAQ.

Ce PAQ revêt une valeur contractuelle dès qu'il est cosigné par les deux Parties, représentées par leur Représentant respectif.

Ce PAQ formalise le cadre méthodologique du projet et présente les dispositions générales d'assurance et de contrôle qualité retenues par le Titulaire en accord avec IFPEN pour mener à bien le projet. Ce document comprend :

- toutes les dispositions qualité concernant le processus de management (organisation, coordination, règles de fonctionnement, définition des rôles, ...),
- le Plan de prise en charge et,
- la procédure devant permettre à l'Acheteur de suivre l'exécution du Marché par le Titulaire et recetter la Solution en phase projet.

En tout état de cause, en cas de contradiction entre le PAQ et une autre clause du Marché, l'ordre de priorité des documents contractuels visé à l'article 3 du CCAP s'appliquera.


10.2 Pilotage de la Prestation

10.2.1 Représentant des Parties

Les Parties désignent chacune un Représentant, habilité à les représenter pour le suivi et l'exécution du Marché et chargé d'assurer leurs relations par la centralisation de toutes les informations échangées et la coordination entre les différents intervenants des Parties.

Chaque Partie fera son meilleur effort afin de conserver durant le projet le Représentant qu'elle a désigné disposant des pouvoirs, de la connaissance et des compétences nécessaires pour mener à bien les Prestations.

En cas d'indisponibilité temporaire de leur Représentant, les Parties désigneront chacune un interlocuteur suppléant destiné à pallier toute absence et à assurer la meilleure coordination entre les Parties. Le Titulaire s'engage dans ce cas à assurer la continuité des Prestations.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	28/54

10.2.2 Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée par le Titulaire et l'Acheteur au début de la Prestation sur le Site de l'IFP School de Rueil-Malmaison. Elle rassemblera des représentants du Titulaire et de l'Acheteur, et a pour objectifs notamment :

- Le rappel des résultats attendus et des démarches ;
- La présentation des membres de l'équipe, leur rôle et leur responsabilité ;
- La présentation des ressources et moyens mis en œuvre ;
- La présentation d'un macro-planning et des principaux jalons du projet ;
- L'initialisation des procédures de travail ;
- La répartition des tâches entre le Titulaire et l'Acheteur ;
- La présentation de la conduite de projet et du suivi d'avancement ;
- La présentation des principes du Plan Qualité.

La rédaction du compte rendu de réunion est à la charge du Titulaire. Ce dernier est remis par courriel avec accusé de réception au Chef de projet SIE de IFP School sous 5 jours ouvrés.

Au plus tard dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception du compte-rendu de cette réunion, IFP School devra donner son accord et/ou faire valoir ses réserves ou observations.

Ce compte rendu une fois formellement approuvé engage les Parties sur les décisions d'ordre technique, fonctionnel et organisationnel qu'il comporte dans la limite des stipulations du Marché. Notamment, ce compte rendu de réunion même approuvé, ne pourra constituer une modification des termes du Marché, sauf établissement d'un avenant écrit et signé par un représentant dûment habilité de chacune des Parties.


10.2.3 Réunion d'avancement

Durant le déploiement de la Solution, des réunions d'avancement seront tenues régulièrement entre les représentants des Parties (une fois par semaine, sur site IFP School ou par téléphone en fonction des besoins) ; elles donneront lieu à l'établissement d'un compte-rendu dans les deux (2) jours ouvrés suivant la réunion à la charge du Titulaire. Les éventuelles remarques concernant ces comptes rendus devront être impérativement formulées par écrit avant la réunion suivante.

Les points abordés lors de ces réunions seront les suivants :

- Situation d'avancement (planning, reste à faire),
- Suivi des actions, fournitures, décisions attendues,
- Points particuliers sous surveillance.
- les problèmes rencontrés (organisationnels, contractuels ou autres),
- les actions en cours ou à prévoir,
- l'avancement et l'analyse des éventuels retards et de leur cause,
- la perception par le Titulaire du déroulement du projet.

Les comptes rendus formellement approuvés engagent les Parties sur les décisions d'ordre technique, fonctionnel et organisationnel qu'ils comportent dans la limite des dispositions du Marché. Notamment, ces comptes rendus de réunion même approuvés, ne pourront constituer une modification des termes du Marché, sauf établissement d'un avenant écrit et signé par un représentant dûment habilité de chacune des Parties.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	29/ 54

10.2.4 Suivi des Prestations en phase opérationnelle

Le suivi des Prestations en phase opérationnelle fait l'objet d'un dispositif particulier prévu à l'article 15 du présent CCAP.

11. LIVRABLES ET RECETTE

Cet article déroge à l'**article 32.2** du CCAG-TIC.

Le Titulaire s'engage à livrer à l'Acheteur, l'ensemble des Livrables prévus par le présent Marché pour la réalisation de la Prestation. Ces Livrables devant être conformes au Référentiel de Conformité et livrés dans les délais spécifiés à l'article 6 du présent CCAP.

Un Livrable est présumé « Livré » une fois mis à disposition de l'Acheteur par le Titulaire dans les conditions prévues au Marché et qu'il a fait l'objet d'un contrôle quantitatif par l'Acheteur en rapport avec la complétude de son contenu tel qu'attendu par l'Acheteur et sous réserve de sa Recette ultérieure par l'Acheteur.

Un Livrable est considéré comme réceptionné une fois qu'il a fait l'objet d'une Recette par l'Acheteur.


La Recette a pour objet d'acter de la décision de l'Acheteur constatant la conformité d'un Livrable au cadre contractuel correspondant. Pour être réceptionné le Livrable doit être conforme au Référentiel de Conformité.

Tout délai incombant au Titulaire pour la livraison d'un Livrable est présumé respecté si le Livrable est Livré dans ledit délai quand bien même la Recette n'aurait pas été réalisée par l'Acheteur dans ce délai. Toutefois, nonobstant ce qui précède, si lors des opérations de Recette du Livrable menées par l'Acheteur il apparaît que le Livrable n'est pas conforme au Référentiel de Conformité, le Titulaire perd le bénéfice de cette présomption et la date de livraison sera alors repoussée à la date à laquelle le Livrable conforme sera effectivement Livré.

A défaut de procédure spécifique indiquée dans le Marché, la recette se fera selon la procédure ci-dessous :

- Livraison du Livrable au Représentant de l'Acheteur par tout moyen permettant d'en assurer sa traçabilité sous forme de Notification à l'Acheteur ;
- Réalisation des opérations de recette par l'Acheteur, le cas échéant avec le concours du Titulaire, dans le délai contractuellement convenu (étant précisé que ce délai doit en tout état de cause être raisonnable eu égard à l'ampleur des opérations de recette à réaliser) et envoi par l'Acheteur par tout moyen permettant d'en assurer sa traçabilité du PV de recette avec le statut de la recette (recette totale, recette partielle avec réserve, refus) ;
- Le cas échéant, en cas de refus de recette ou de recette avec réserve, le Titulaire corrigera les non-conformités signalées dans le PV de recette retourné par l'Acheteur dans les délais convenus et livrera une nouvelle version pour Recette par l'Acheteur.

L'Acheteur s'engage à respecter les délais de Recette prévus au Marché, étant précisé que ces délais devront en tout état de cause être raisonnables au regard de la charge des opérations de recette devant être opérée par l'Acheteur. Toutefois le respect de ces délais par l'Acheteur est conditionné à une qualité correcte des Livrables présentés en Recette. Si la qualité du/des Livrable(s) présenté(s) en Recette est telle que le nombre des réserves devant être formulées par l'Acheteur ne permet pas un retour exhaustif en termes de réserves à

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	30/54

formuler (soit qu'il n'est pas possible de dérouler l'ensemble des tests de Recette, soit que le Livrable est manifestement non-conforme au Référentiel de Conformité), il ne pourra être retenu à l'encontre de l'Acheteur cette absence d'exhaustivité dans le contenu des réserves du PV de recette. Dans ce dernier cas le Titulaire devra reprendre globalement le Livrable, après concertation avec l'Acheteur quant à la démarche à adopter pour présenter à nouveau en Recette un Livrable conforme.

Il est précisé que les jours de fermeture du site de l'Acheteur, préalablement communiqués au Titulaire, ne rentreront pas dans la computation de ce délai.

La procédure générale de réception des Prestations est décrite à l'article 12 ci-dessous.

Les principaux Livrables attendus au titre des Prestations sont précisés dans le CCTP.

12. PHASE INITIALISATION ET PROCEDURE DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Cet article déroge aux **articles 29 ; 30 ; 33.2 ; 32.4 ; 33.3 et 34.4** du CCAG-TIC.

Selon le planning visé à l'article 6 du CCAP et en tout état de cause avant les dates limites indiquées dans cet article, la procédure de réception des Livrables se déroulera de la manière suivante :

12.1 Phase d'Initialisation des Prestations

Cette phase d'initialisation consiste en la mise en œuvre du Plan de Prise en Charge. Cette phase doit permettre au Titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la fourniture de chaque composant de la Solution au regard des exigences visées au Marché, notamment celles relatives aux Niveaux de Services et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).


Le Plan de Prise en Charge a été élaboré par le Titulaire dans le cadre de sa réponse à la consultation achat visée en préambule et contractualisé au marché parmi les composantes de l'offre du Titulaire. Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est donc seul responsable de l'adéquation de ce plan aux exigences de l'Acheteur telles qu'exprimées dans son Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prérequis à la charge de l'Acheteur imposé par le Titulaire pour la mise en œuvre de la Solution, liés notamment :

- aux modalités de récupération de l'existant (VM, etc.),
- au mode de transfert (déplacement dans le Data Centre, etc.),
- à la répartition des responsabilités entre les Parties dans l'exécution des opérations de mise en œuvre de la Solution,
- au planning et à la charge des équipes de l'Acheteur associées à la phase de mise en œuvre de la Solution,
- au plan de continuité du service,
- etc...,

figurent de manière explicite dans ce Plan de prise en charge.

Sous réserve du respect de ces prérequis par l'Acheteur, le Titulaire s'engage au titre d'une obligation de résultat à livrer une Solution conforme au Référentiel de conformité contractuel dans le respect des Dates Impératives.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	31/54

Les différents délais liés à cette phase seront précisés dans le PAQ, cependant IFPEN devra en tout état de cause disposer d'un délai raisonnable pour effectuer les opérations de Recette à sa charge eu égard au volume et à la complexité des documents transmis par le Titulaire.

12.2 Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) et Recette Provisoire

Cette opération constate et contrôle la conformité de la Solution fournie par le Titulaire aux Spécifications Techniques et Fonctionnelles décrites dans le Référentiel de Conformité.

La VABF est de la responsabilité de l'Acheteur qui y procède avec l'assistance du Titulaire qui a en charge la correction des Anomalies éventuellement détectées.

Les Anomalies détectées durant la phase de VABF (d'une durée maximale de 1 mois) devront être corrigées par le Titulaire dans les conditions définies à l'article 12.4 ci-dessous et en tout état de cause dans des délais compatibles avec la Date Impérative à laquelle l'Acheteur doit être en mesure de prononcer la Recette provisoire de la Solution étant précisé que ce dernier devra disposer d'un délai de Recette raisonnable eu égard au nombre de corrections apportées durant la phase de VABF pour pouvoir faire, ou refaire (en cas de correction d'Anomalies), les tests de Recette nécessaires au prononcé de la VABF, le cas échéant en refaisant l'ensemble des tests en cas de corrections d'Anomalies pour s'assurer de non régression liée au correctif livré.

Le prononcé de la "Recette provisoire" se fera si la vérification est probante. On entend par vérification probante cumulativement :


- Un taux de passage et de réussite de 100% aux tests de contrôle effectués par l'Acheteur, ou à défaut, du taux de réussite que l'Acheteur considère comme acceptable ;
- L'absence d'Anomalie remontée suite à l'audit sécurité réalisé par l'Acheteur ;
- Et la validation par l'Acheteur de l'ensemble des Livrables liés à la production documentaire.

En tout état de cause, l'Acheteur pourra refuser de prononcer la Recette Provisoire dans l'une des hypothèses suivantes :

- Constatation d'une Anomalie bloquante ou majeure ou si plus de dix (10) Anomalies mineures sont constatées ;
- En cas d'anomalie constatée lors de l'audit sécurité réalisé par l'Acheteur ;
- En cas de non fourniture de la Documentation relative à la phase de VABF.

En complément de l'**article 33.3 du CCAG-TIC**, la VABF, donnera lieu à la rédaction d'un procès-verbal rédigé contradictoirement. Ce procès-verbal pourra aboutir soit (1) au prononcé sans réserve de la Recette provisoire, soit (2) au prononcé avec réserve(s) de la Recette provisoire, si l'Acheteur estime que les Anomalies restantes ne bloquent pas la Mise en production, soit (3) au refus de la part du Titulaire de prononcer la Recette provisoire, dans les hypothèses visées ci-dessus.

Par exception, si l'Acheteur n'a pas pris de décision quant à la Recette provisoire de la Solution dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception, alors le Titulaire est en droit de mettre en demeure, par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel avec accusé de réception, l'Acheteur de se prononcer sur la Recette provisoire, à la suite de quoi, si l'Acheteur n'a toujours pas pris de décision dans un délai de sept (7) jours ouvrés suivant la

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	32/54

réception de ladite Notification de mise en demeure, la Recette provisoire est prononcée tacitement.

Si l'Acheteur refuse de prononcer la Recette provisoire pour l'un des motifs exprimés ci-dessus, le Titulaire sera tenu d'effectuer à ses frais la correction des Anomalies remontées par l'Acheteur, par tous remplacements, modifications, réparations, adjonctions ou mises au point nécessaires et la procédure de tests devra être reconduite après résolution des Anomalies par le Titulaire selon une étendue nécessaire à l'examen des impacts de la/des correction(s) de l'/des Anomalie(s) ; étant précisé que l'Acheteur devra être en mesure de pouvoir effectuer à nouveau l'ensemble des tests de Recette qu'il estime nécessaire s'il estime que la/les correction(s) apportée(s) à l'/aux Anomalie(s) est/sont susceptible(s) d'avoir entraîné des régressions sur des fonctionnalités de la Solution initialement conformes.

Dans l'hypothèse où la Recette provisoire serait prononcée avec des réserves de l'Acheteur, les Anomalies constatées devront être corrigées dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant le prononcé de la Recette définitive de la Solution.

Le Titulaire s'engage à livrer au terme de cette Phase l'ensemble des Livrables attachés à cette phase, identifiés dans les documents contractuels.

12.3 Phase de Mise en production

La Mise en production est une opération conjointe entre l'Acheteur et le Titulaire, ce dernier définissant le plan de Mise en production.

Dans le cadre de cette phase, le Titulaire accompagne l'Acheteur dans les opérations de Mise en Production de la Solution à sa charge dès le prononcé de la Recette provisoire.

La Mise en production de la Solution doit être concomitante à la signature du procès-verbal de Recette provisoire de la Solution conformément aux dispositions de l'article 12.1 ci-dessus.


Dans le cadre des opérations de Mise en Production l'Acheteur agit sur la base des consignes du Titulaire.

L'Acheteur assure la mise à disposition des ressources informatiques identifiées comme étant à sa charge dans le Marché et assure entre autres l'activation des chaînes de traitement sur son ordonnanceur avec les autres applications du SI. Le Titulaire assure la bascule de la Solution validée sur l'environnement de Recette vers l'Environnement d'exploitation de l'Acheteur et la reprise de Données.

La Mise en Production de la Solution est effectuée dans un délai de 15 jours à compter du prononcé de la VABF.

Au terme des opérations de Mise en production, la Solution doit être prête à être utilisée en Environnement d'exploitation par les Utilisateurs et doit fonctionner conformément au Référentiel de Conformité. La signature d'un procès-verbal viendra constater la bonne exécution de cette étape.

La Mise en Production de la Solution doit être effective à la Date Impérative fixée pour cette échéance à l'article 6, à défaut, les stipulations de l'article 13 ci-dessous relatives au dépassement d'une Date Impérative seront applicables.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	33/54

12.4 Vérification de Service Régulier (VSR)

La Vérification de Service Régulier a pour but de constater que la Solution une fois Mise en production reste bien conforme au Référentiel de Conformité et notamment, que la Solution est capable d'assurer un service régulier sans indisponibilité dans le respect des Niveaux de service contractuellement définis et répondant au minimum aux exigences du Référentiel de Conformité contractuel.

La régularité du service s'observe à compter de la date de Mise en production de la Solution considérée pendant une durée de deux (2) mois calendaires. Au cours de cette période, si l'Acheteur constate des dysfonctionnements, Anomalies, et de manière générale toute non-conformité relative à la Solution, l'Acheteur les signale au Titulaire qui doit intervenir dans les plus brefs délais. En tout état de cause le Titulaire s'engage à respecter durant la phase de VSR les Niveaux de Service attendus au titre de la Prestation de Maintenance curative pour la Garantie de Temps de Rétablissement en cas d'Anomalie bloquante tels que stipulés à l'article 14.2 ci-dessous. Les pénalités associées à ces Garanties de Temps de Rétablissement, visée à l'article 14.4 ci-dessous seront également applicables durant la phase de VSR.

Le service est réputé régulier si tout défaut de la Documentation, tous les bogues donnant lieu à un dysfonctionnement du système ou des fonctionnalités de la Solution ont été corrigés avant la fin de la période d'observation pour la Vérification de Service Régulier et que les Niveaux de service contractuels sont atteints.

Le prononcé de la Recette définitive est conditionné par la levée de toutes les réserves résiduelles ; la correction définitive de toutes les Anomalies, du fait du Titulaire, qui lui ont formellement été signalées par l'Acheteur durant la période de Vérification de Service Régulier ; ainsi que l'atteinte des Niveaux de service contractuels.

Le prononcé de la Vérification de Service Régulier, matérialisé par un procès-verbal, vaut admission de la Solution considérée et déclenche l'entrée en Phase Opérationnelle.

L'Acheteur s'engage à effectuer l'ensemble des opérations techniques, tests de vérification, nécessaires à la réception de la Solution dans les délais convenus dans les documents contractuels et notamment le PAQ.


Aucune réception ne peut être prononcée de façon tacite. La Mise en production de tout ou partie de la Solution ne vaut pas réception définitive de celle-ci.

L'Acheteur s'engage à notifier ses éventuelles réserves empêchant le prononcé de la Recette définitive au plus tard dans les délais convenus dans les documents contractuels et notamment le PAQ.

A l'issue de ces contrôles, en cas de refus de prononcer la Recette définitive en raison d'Anomalie constatée, l'Acheteur consignera ses réserves dans le PV de Recette ainsi que sa décision d'ajournement ou de rejet de Recette de la Solution.

12.5 Dispositions générales aux opérations de Recette

L'Acheteur s'engage à effectuer l'ensemble des opérations techniques, tests de vérification, nécessaires à la réception de la Solution, tels que résultant des articles 12.1 à 12.4 ci-dessus

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	34/54

dans les délais convenus dans les documents contractuels et notamment dans le PAQ ; en tout état de cause ces délais devront toutefois être raisonnables au regard du nombre d'opérations à effectuer et de la charge prévisionnelle d'IFP School à affecter à ces opérations telle qu'indiquée par le Titulaire dans son offre ; notamment si, eu égard aux nombres d'Anomalies relevées en phase de VABF, l'Acheteur est contraint d'augmenter la charge initialement prévue pour ses équipes, les délais lui étant accordés pour effectuer les opérations de Recette devront être revus en conséquence et ce sans que cela ne puisse affecter l'engagement du Titulaire à respecter les Dates impératives visées à l'article 6 ci-dessus

12.6 Réfaction

En complément de l'article 34.3 du CCAG-TIC, dans le cadre des opérations de Recette décrites ci-dessus, lorsque l'Acheteur estime que des Prestations, sans être entièrement conformes au Référentiel de Conformité, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la décision de réception avec Réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, l'Acheteur dispose ensuite de quinze (15) jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, l'Acheteur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.


13. DISPOSITIONS RELATIVES AU NON-RESPECT DES DATES IMPERATIVES

13.1 Origine du décalage

Les Parties conviennent des stipulations suivantes visant à régir les conséquences des éventuels décalages des Dates Impératives visées à l'article 6 du CCAP et ce suivant l'origine du décalage :

- Si le décalage des Dates Impératives résulte exclusivement d'un manquement du Titulaire (étant précisé qu'il revient au Titulaire pour dégager sa responsabilité d'établir le manquement de l'Acheteur ou l'événement ayant caractère de force majeure ayant empêché le respect des Dates impératives) :
 - Le Titulaire sera redevable de plein droit de pénalités dans les conditions visées à l'article 13.2 du CCAP, sans préjudice du droit de l'Acheteur de solliciter par ailleurs l'octroi de dommages et intérêts en réparation de son préjudice sur le fondement de l'article 19 du CCAP ;
 - Le Titulaire ne facturera pas à l'Acheteur les frais d'immobilisation de ses équipes au titre du Marché pour pallier les manquements ;
 - L'Acheteur sera en droit de faire application des stipulations de l'article 21 « résiliation » du CCAP.

Dans les plus brefs délais à compter du dépassement d'une Date Impérative, le Titulaire et l'Acheteur se concerteront au sein d'une réunion de Comité de Pilotage extraordinaire qui sera convoquée par l'une quelconque des Parties pour : (1) déterminer les causes du non-respect de la Date Impérative ; (2) déterminer les moyens envisageables pour remédier au plus vite à cette situation ; (3) évaluer la possibilité pour le Titulaire d'exécuter la Prestation objet du manquement dans un délai supplémentaire accordé par l'Acheteur, étant précisé que ce délai supplémentaire lorsqu'il est accordé suite à un retard dû exclusivement au Titulaire est sans effet sur les pénalités dues par le Titulaire au titre de la Date Impérative non respectée.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	35/54

Tout décalage d'une Date Impérative convenu entre les Parties, quel que soit son origine, devra être formalisé par un avenant au Marché signé des représentant légaux des Parties.

13.2 Pénalités

Cet article déroge à **l'article 14** du CCAG-TIC.

13.2.1 Stipulations générales aux Pénalités applicables

Indépendamment des préjudices subis, les Parties conviennent de retenir une procédure de pénalités relative, notamment, au respect des Dates Impératives et Niveaux de Service par le Titulaire, étant précisé que l'application de pénalités ne restreint pas le droit pour l'Acheteur de mettre en œuvre la procédure de résiliation prévue à 21 du CCAP.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice né du défaut de respect des Dates Impératives et/ou des Niveaux de Services contractuels ou des dates de remise des différents Livrables, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de Service du Titulaire.

La décision d'appliquer les pénalités sera prise par l'Acheteur lors des instances de pilotages des prestations prévues au marché après que le Titulaire ait eu l'occasion d'exposer les raisons de son ou ses manquement(s).


Précisément, l'Acheteur en informe le Titulaire lors des instances de pilotages des prestations prévues au marché en lui précisant le montant des pénalités qu'il entend appliquer et le(s) fait(s) générateur(s) de la (des) pénalité(s) en cause étant toutefois précisé à titre de clarification que les pénalités sont applicables de plein droit par l'Acheteur du seul fait de la survenance du fait générateur de la pénalité.

En cas de désaccord sur les pénalités applicables, le Titulaire devra dans ce cas présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la date à laquelle l'Acheteur l'a informé de son intention d'appliquer la pénalité. A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire dans ce délai ne permettent pas de démontrer que l'accomplissement de son obligation a été empêché, sans faute ou négligence de sa part un cas de force majeure ou un manquement de l'Acheteur, ou de l'un de ses sous-traitant, à une obligation à sa charge au titre du présent Marché, dument Notifié par le Titulaire dès qu'il en a connaissance afin de permettre à l'Acheteur de tenter d'en réduire l'impact, la (les) pénalité(s) s'appliquent conformément aux stipulations du Marché.

Si des pénalités sont applicables, celles-ci viendront se défalquer de la prochaine facturation. A défaut, ou au choix de l'Acheteur elles feront l'objet d'une facturation spécifique de la part de l'Acheteur.

Dans le cas où le non-respect des Niveaux de Service ou des Dates Impératives entraînerait la mise en jeu de la responsabilité du Titulaire sur le fondement de l'article 19, le montant des pénalités déjà payées à ce titre ne viendra pas en déduction du montant total des dommages et intérêts éventuellement retenus à l'encontre du Titulaire à raison du préjudice subi par l'Acheteur.

Les pénalités applicables pour non-respect des dates impératives sont décrites à l'article 13.2.2 ci-dessous.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	36/54

Les pénalités sont appliquées mensuellement ou annuellement en cas de non atteinte d'un Niveau de Service mesuré par un indicateur mesuré annuellement.

Un même fait générateur ne pourra donner lieu qu'à l'application d'une seule pénalité (la pénalité la plus forte). En cas de constatations de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les pénalités sont appliquées quel que soit leurs montants dès le premier euro. Par dérogation aux stipulations de **l'article 14.1.3 du CCAG TIC**, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 € calculées au présent article.

13.2.2 Pénalités liées au non-respect d'une Date Impérative

Sauf cas de force majeure ou manquement de l'Acheteur, à une obligation à sa charge au titre du présent Marché, le non-respect par le Titulaire de l'une des Dates Impératives entraîne de façon automatique du seul fait de sa constatation, immédiate et de plein droit, sans mise en demeure préalable, l'exigibilité de la pénalité associée à la Date Impérative qui n'a pas été respectée. Ladite pénalité étant calculée en vertu de la formule suivante :

En cas de retard dans la Mise en production de la Solution et/ou le prononcé de la Recette définitive, par rapport au planning visé dans l'article 6 du présent Marché, les pénalités seront calculées sur les bases suivantes :

- Montant : 1 % du montant global du marché sur la période ferme par jour de retard consécutive ;
- Les pénalités de retard au titre du non-respect des Dates Impératives ne pourront dépasser 20 % du montant annuel du marché à charge pour le Titulaire de justifier le cas échéant que les retards ne lui sont pas imputables.

Il est expressément convenu que les pénalités dues au titre du présent article ont uniquement un caractère moratoire. En cas de non-respect d'une Date Impérative, le Titulaire reste donc intégralement redevable de la Prestation associée à la Date Impérative convenue, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Les pénalités sont dues, au choix du l'Acheteur, sur présentation de factures ou par compensation sur les sommes dues au Titulaire.


L'application du présent article ne fait pas obstacle à la faculté pour l'Acheteur de se prévaloir d'éventuels dommages et intérêts en réparation du préjudice réellement subi.

L'Acheteur sera également en droit de notifier au Titulaire la résiliation de tout ou partie des Prestations dans les conditions de l'article 22 ci-dessous et reprendre personnellement ou confier à un tiers de son choix la réalisation de la ou des Prestations concernées. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire restera définitivement acquise à l'Acheteur.

Les Prestations de Maintenance curative visées à l'article 14 relèvent d'un système de pénalité spécifique prévu au dit article.

14. PHASE MAINTENANCE

14.1 Généralités

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	37/54

- **Horaires**

Le Prestataire s'engage à assurer conformément aux dispositions du présent article et selon les modalités précisées dans son offre contractualisée, la Maintenance curative de la Solution et ce, 24 heures sur 24, tous les jours de l'année calendaire, hors maintenance planifiée réalisée dans les conditions décrites dans l'offre du Titulaire contractualisée et préalablement acceptées par l'Acheteur.

- **Personnel affecté à la Prestation de Maintenance curative**

Le Prestataire s'engage à ce que le personnel affecté à l'exécution des interventions sur les Équipements maintenus dans le cadre du présent marché soit parfaitement compétent dans les spécialités requises pour assurer le respect des délais et la qualité des Prestations.

Le Prestataire s'engage à assurer la continuité de sa Prestation malgré l'absence ou l'indisponibilité d'un de ses intervenants.

Un contact direct (et non pas un helpdesk avec escalade), joignable jours et heures ouvrés (5j/7, 8h/jour) est privilégiée.

14.2 Niveaux de service

A défaut de délais inférieurs dans l'offre du Titulaire, le Titulaire s'engage à respecter les Niveaux de Service minimum figurant dans le tableau ci-dessous pour la Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) de la Solution.

Anomalie	GTR	Couverture hebdomadaire	Couverture horaire
Bloquante	4 heures	7 jours sur 7	24 heures sur 24


Sauf procédure particulière définie dans l'Offre du Titulaire. Le décompte du délai de Garantie de Temps de Rétablissement s'opère selon les modalités suivantes. Ce délai débute, pour les demandes formulées par mail : à compter de l'heure d'envoi du mail. Le décompte du délai de Garantie de Temps de Rétablissement prend fin lorsque la Solution impactée par l'Incident est revenue en fonctionnement nominale, c'est à dire conforme au Référentiel de Conformité. A défaut de preuve contraire, la date de correction correspond à la date d'émission du mail de clôture d'Incident envoyé à l'attention de la personne ayant ouvert l'Incident.

Toutefois, la clôture d'un Incident ne pourra être effective qu'après avoir validée avec l'Acheteur que le service est revenu en fonctionnement nominal conformément aux Référentiel de Conformité de la Solution affectée par l'Incident.

Le Titulaire fera son affaire de toutes relations avec ses fournisseurs, éditeurs, sous-traitants, etc. afin de résoudre l'Incident dans les délais précités.

14.3 Reporting

Chaque intervention fera systématiquement l'objet d'un compte rendu d'intervention rédigé par les représentants du Titulaire à destination de l'Acheteur afin de dresser un historique détaillé de l'ensemble des actions de Maintenance curative entreprises.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	38/54

Ces rapports seront mis à la disposition de l'Acheteur sur simple demande et feront l'objet de synthèses semestrielles.

Ils feront état des causes et des délais de correction des Anomalies et comprendront notamment : la description de l'Anomalie, l'impact sur le service, la correction effectuée, la gravité de l'Anomalie (bloquante, non bloquant) - étant précisé toutefois sur ce point que le Client reste maître de la classification de la criticité de l'Anomalie in fine retenue en fonction de l'impact de l'Anomalie sur son utilisation de la Solution.

14.4 Pénalités

En cas de dépassement de la durée de Garantie de Temps de Rétablissement pour les Anomalies bloquantes visées à l'article 14.2 ci-dessus, les pénalités suivantes seront applicables : 1 % du montant total annuel hors taxes du marché par jour de retard.

Par ailleurs, dans le but de se prévaloir d'éventuels dysfonctionnements répétés mais toujours réparés en respectant la GTR visée à l'article 14.2, le Titulaire s'engage à respecter un indicateur sur le seuil de disponibilité de la Solutions sur l'année. La date de Mise en production de la Solution sera considérée comme la date de démarrage du compteur. Le compteur sera remis à zéro tous les ans à la date anniversaire de Mise en production de la Solution.

Le seuil de disponibilité annuel minimum de la Solution est fixé à 99,5%.

Pour le calcul du présent indicateur, la Solution est déclarée indisponible lorsqu'elle est affectée par une Anomalie bloquante.

En cas de non atteinte de ce seuil de disponibilité, les pénalités applicables seront les suivantes : 1 % du montant total annuel hors taxes du marché par jour de retard.

Les pénalités sont dues, au choix de l'Acheteur, sur présentation de factures ou par compensation sur les sommes dues au Titulaire.


L'Acheteur sera également en droit de notifier au Titulaire la résiliation de tout ou partie des Prestations dans les conditions de l'article 22. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire restera définitivement acquise à l'Acheteur.

15. SUIVI ET PILOTAGE DE LA PRESTATION DURANT LA PHASE OPERATIONNELLE

Un comité de suivi semestriel est mis en place afin de suivre la Prestation. Les réunions de ce comité pourront se tenir par téléconférence ou sur le site de l'Acheteur à IFP School selon les modalités indiquées dans le PAQ. Nonobstant ce qui précède en cas de besoin il pourra être demandé au Titulaire d'être physiquement présent sur le site de l'Acheteur à IFP School pour assister à ces réunions.

Ce Comité est composé de représentants de chacune des Parties ayant des responsabilités technique et/ou commerciale dans le cadre du marché.

Le secrétariat du Comité (ordre du jour, compte-rendu) est assuré par le Représentant du Titulaire. Le Titulaire devra préparer et faire parvenir à l'Acheteur au plus tard dans les trois (3) jours ouvrés avant la réunion du Comité, l'ordre du jour de la réunion ainsi qu'un rapport d'activité pour la période écoulée.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	39/54

Ce rapport d'activité comprendra notamment :

- le nombre d'Incident ouvert et fermé sur la période.
- les délais de résolution des Incidents
- le statut sur l'éventuelle application des pénalités suite aux Incidents
- le contrôle de la qualité des Prestations exécutées par le Titulaire
- l'atteinte des Niveaux de service de la Solution au regard du Référentiel de conformité
- une fois par an l'analyse du taux de disponibilité de la Solution au regard des engagements contractuels et le statue sur l'éventuelle application des pénalités y afférant.

Suite à cette réunion, le Titulaire établira dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la date de la réunion un relevé de décision qui sera soumis à l'approbation de l'Acheteur.

16. CONFIDENTIALITE


Par dérogation à **l'article 5.1 du CCAG**, les stipulations des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent Marché et sont remplacées par les stipulations suivantes :

Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel, le secret le plus absolu sur les Informations Confidentielles qui pourront lui être communiquées pour les besoins des Prestations ou dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des Prestations, ainsi que sur les résultats des Prestations propres à l'Acheteur, quelle que soit la nature de l'Information Confidentielle (économique, scientifique, juridique, technique, stratégique, sociale etc...) et quelle que soit sa forme.

Les obligations prises au titre de cet article ne s'appliqueront pas aux informations lorsque le Titulaire pourra démontrer :

- (i) qu'elles lui appartenait déjà en propre avant leur communication au titre du Marché ;
- (ii) qu'elles faisaient partie du domaine public à la date de leur communication, ou qu'elles y sont tombées postérieurement sans participation ni faute de la part du Titulaire ;
- (iii) qu'elles lui ont été communiquées par un tiers sans que cette communication soit faite en violation de dispositions légales ou stipulations contractuelles en faveur de l'Acheteur ;
- (iv) qu'elles ont été développées de façon indépendante par des membres du personnel du Titulaire sans que ces derniers aient eu accès aux Informations Confidentielles divulguées par l'Acheteur ;
- (vi) que l'information concernée doit être divulguée par l'application de la réglementation, d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables de l'Acheteur concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans le Marché concernant les informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'informations divulguée au Titulaire et répondant à la définition d'Informations Confidentielles sera soumise aux engagements de confidentialité du présent article, et ce, même si certaines informations prises individuellement relèvent des exceptions énumérées ci-dessus.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	40/ 54

Il est entendu entre les Parties que l'ensemble des informations auxquelles le Titulaire aura accès, fût-ce sur le Site de l'Acheteur ou dans le cadre d'une intervention à distance par le Titulaire, reste couvert par l'obligation renforcée de confidentialité prévue au présent article.

Le Titulaire s'interdit de reproduire, communiquer ou utiliser pour lui-même ou pour le compte de tiers, sous quelque forme que ce soit, les Informations Confidentielles autrement que pour les besoins du Marché et avec toutes les précautions nécessaires. Il s'oblige à restituer à l'Acheteur tout document ou autre support matériel intégrant des Informations Confidentielles de l'Acheteur au terme de la Prestation, ou sur simple demande écrite de l'Acheteur.

Cette obligation de confidentialité restera en vigueur pendant une durée de cinq (5) ans à compter de l'expiration du présent Marché ou de sa résiliation pour quelque motif que ce soit ou jusqu'à ce que l'Information Confidentielle tombe dans le domaine public sans faute de la part du Titulaire.

Cette obligation de confidentialité s'applique au Titulaire ainsi qu'à ses salariés et sous-traitants pour lesquels il se porte-fort.

17. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des stipulations des **articles 43 à 46 du CCAG-TIC**, étant précisé que les connaissances antérieures de l'Acheteur et les Résultats couverts par l'article « confidentialité » ci-dessus, sont qualifiés de confidentiels pour l'application desdits articles.

18. PRIX

18.1 Contenu des prix


Conformément à **l'article 10.1** du CCAG-TIC, les prix des Prestations objets du Marché, sont forfaitaires, et tous sont révisables conformément aux stipulations de l'article 18.2 Actualisation des prix. Les prix sont exprimés en euros et figurent dans le Bordereau de Prix (BP) qui est annexée à l'Acte d'engagement.

Les prix figurant en annexe de l'Acte d'engagement « Bordereau de Prix (BP) » s'entendent en euros hors taxes. Ils sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour de la facturation.

Ces prix s'entendent tous frais compris, y compris ceux liés aux personnels affectés à la réalisation des Prestations, notamment les frais de déplacements et d'équipements de protection desdits personnels.

Aucun supplément de prix ne pourra être facturé au-delà du prix des Prestations forfaitaires auquel s'est engagé le Titulaire, sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur quant à une modification du périmètre contractuel. De fait, le Titulaire devra Notifier par écrit (*a minima* par mail avec accusé de réception) au Responsable du Marché de l'Acheteur toute demande de l'Acheteur sortant selon lui du périmètre forfaitaire du Marché et ayant un impact sur le prix des Prestations avant toute exécution de ladite demande.

Conformément à **l'article 10.1.3** du CCAG-TIC, **les prix sont réputés complets**. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la Prestation, l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	41/54

Le Titulaire est seul responsable des éventuelles estimations de charges communiquées dans son engagement contractuel et toute erreur ne saurait être opposée à l'Acheteur pour demander un complément de prix.

Le Titulaire est réputé avoir prévu, pour l'établissement du prix, les aléas propres à sa profession et à la nature des Prestations. En conséquence, le Titulaire ne saurait prétendre à un supplément au-delà de ce montant ou à une indemnité en cas d'erreur d'appréciation dans son évaluation.

Les Évolutions qui seraient demandées par l'Acheteur sont toutefois hors du champ forfaitaire et ces prestations complémentaires feront l'objet d'un ordre de service spécifique de l'Acheteur.

Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la Prestation demandée doit être réalisée, et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le Titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du Marché. Il ne peut, en cours d'exécution du Marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des documents contractuels fournis pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

18.2 Actualisation des prix

Les prix du marché sont réputés établis les bases des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ou le cas échéant, si la procédure de passation a donné lieu à une négociation, du mois de la date de remise de l'offre finale, ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Dans un premier temps, les prix du marché restent fermes durant toute la première année d'exécution, c'est à dire durant les 12 premiers mois à compter de la date de début d'exécution des prestations. Par la suite, ces prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de début d'exécution du marché par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations.

Les prix du marché révisable sont l'ensemble des prix compris au Bordereau de Prix (BP).


Les prix de base sont révisés, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times [I(n)/I(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé.
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo).
- I(o) est la valeur de l'index au mois zéro (Mo).
- I(n) est la dernière valeur de l'index connu à la date de calcul de la révision.

L'index utilisé est le suivant : Indice SYNTEC (révisé).

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	42/54

Les prix du Marché après actualisation sont arrondis à deux décimales.

La révision des prix intervient à la demande exclusive du titulaire. Le titulaire fait parvenir 30 jours calendaires avant la date anniversaire de début d'exécution des prestations, par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception, sa demande à l'Acheteur IFPEN en charge du suivi du marché. Toute demande de révision réceptionnée postérieurement au délai indiqué précédemment ou en dehors du canal défini précédemment peut être rejetée la date de réception du courrier ou courriel faisant foi.

Toute demande de révision des prix doit être dûment justifiée. Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation des prix du marché pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

Le cas échéant, la révision des prix est réalisée par l'Acheteur IFPEN en charge du suivi du marché et notifiée par courriel au titulaire (soit le référent contrat du Titulaire). L'application de la révision à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des prix du Bordereau de Prix (BP).

Sans l'opposition de l'une des deux parties dans un délai de 15 jours, les nouveaux prix sont appliqués.

En cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

➤ **Clause butoir**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +3%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

A titre exceptionnel, l'Acheteur peut accorder une hausse supérieure à 3% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient (cf. article 5.2 du présent CCAP – Clause de réexamen).


19. FACTURATION – REGLEMENT

En complément des stipulations de l'article 11.8.1 du CCAG-TIC il est précisé que :

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

L'Acheteur informe le Titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le code Service à utiliser est : « Facture_Commande »
- Le numéro d'engagement à utiliser est : n° de commande

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	43/54

Les prestations réalisées font l'objet d'une facturation trimestrielle.

Les factures liées aux prestations sont émises au plus tard 10 jours suivant la fin de l'exécution des prestations sur le trimestre considéré.

Le paiement des factures s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué sur la facture, à quarante-cinq (45) jours, à réception de la facture par l'Acheteur sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant impérativement :

- IFPEN
Comptabilité Fournisseurs
1 et 4, avenue de Bois Préau
92852 RUEIL MALMAISON CEDEX
- la référence contractuelle IFPEN « Marché n°2025-0493 »,
- le n° de la commande d'achat IFPEN,
- le numéro et le descriptif de la ligne de commande correspondante, accompagnée le cas échéant des justificatifs nécessaires.

Conformément à l'article R2192-15 2° du Code de la Commande Publique, la date de réception est la date de notification à l'Acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Toute communication relative à la facturation devra être envoyée à l'adresse mail suivante : relance-factures@ifpen.fr

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part de l'Acheteur de la facture concernée, le Titulaire a droit à :


- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix (10) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Toutefois, lorsqu'un règlement est lié à une étape de la Prestation, le paiement des factures correspondantes est subordonné à la réalisation effective et complète de cette étape, conformément aux conditions fixées pour celle-ci et à la réception de la demande de paiement correspondante, le délai de paiement visé à l'alinéa précédent court à compter de la réalisation de la dernière de ces deux conditions.

Si l'Acheteur conteste tout ou partie d'une facture, l'Acheteur retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- Soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction de l'Acheteur,
- Soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	44/ 54

En tant qu'établissement à caractère industriel et commercial, l'Acheteur n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

20. RESPONSABILITE

En dérogation des stipulations de **l'article 8 du CCAG-TIC**, il est convenu entre les Parties des stipulations suivantes :

Le Titulaire s'engage à assumer toutes les conséquences des dommages directs et prévisibles dans les conditions définies à l'article 1231-3 du Code Civil, à l'exclusion de tous les dommages indirects (au sens de l'article 1231-4 du Code Civil), de toute nature dont lui-même, son personnel, son sous-traitant ou personnel du sous-traitant dont l'Acheteur, son personnel pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir à l'occasion de l'exécution des Prestations du fait d'une non-exécution, d'une omission, insuffisance, erreur du Titulaire, de son personnel ou de l'un de ses sous-traitants ou personnel de l'un de ses sous-traitants dans l'exécution des Prestations.

La responsabilité du Titulaire ne pourra en aucun cas être engagé au titre des dommages indirects (au sens de l'article 1231-4 du Code Civil) et imprévisibles, hors faute lourde ou dolosive dans ce dernier cas conformément aux dispositions de l'article 1231-3 du Code Civil.

Toutefois, nonobstant les stipulations de l'article 18 ci-dessus, les Parties entendent limiter leur responsabilité quant à l'indemnisation des dommages pouvant résulter d'une inexécution de Prestation ou d'une faute dans l'exécution du Marché, à hauteur du montant forfaitaire hors taxe de la prestation du Marché.

Le plafond de responsabilité ci-avant mentionné n'est pas applicable Aux dommages résultant d'une faute lourde, intentionnelle ou dolosive, aux dommages liés au non-respect des stipulations des articles relatifs à la confidentialité et à la propriété intellectuelle.

21. ASSURANCES


En complément des stipulations de **l'article 9 des CCAG-TIC** applicable au Marché, il est précisé que le Titulaire s'engage à maintenir une couverture par rapport aux risques et responsabilité encourus du fait du Marché *a minima* équivalente à celle présentée lors de la remise de sa candidature.

22. RESILIATION

22.1 Résiliation anticipée pour Faute

En complément et ou dérogation des stipulations de **l'article 50.1 du CCAG-TIC**, l'Acheteur peut résilier le marché pour faute du Titulaire en cas de manquement à l'une quelconque de ses obligations au titre de ce Marché non réparé dans un délai de 30 (trente) jours ouvrés à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou d'un courriel avec accusé de réception notifiant le manquement en cause.

L'Acheteur pourra résilier le présent Marché de plein droit, sans indemnité à sa charge et sans recours aux tribunaux, en adressant au Titulaire par une lettre recommandée avec accusé de

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	45/54

réception ou par un courriel avec accusé de réception la Notification de la résiliation. Dans ce cas, la résiliation prend effet à la réception de ladite lettre ou dudit courriel. Cette résiliation à l'initiative de l'Acheteur se fait sans remise en cause des dommages et intérêts auxquels il peut par ailleurs prétendre au titre de la réparation des dommages que lui cause ladite résiliation et les manquements étant à son origine.

Nonobstant les stipulations ci-dessus, l'Acheteur pourra dans les cas listés ci-dessous, compte tenu de leur particulière gravité ou des risques qu'ils engendrent pour l'Acheteur, prononcer la résiliation de plein droit du Marché en totalité ou en partie dans les conditions précisées ci-dessous :

- Inobservation grave des règles de sécurité et de protection de la main d'œuvre (articles 7 et 9 notamment) ;
- Violation de la réglementation relative à la situation régulière du personnel du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants (article 9) ;
- Sous-traitance d'une partie ou de la totalité du Marché sans autorisation et agrément préalables de l'Acheteur ;
- Inobservation de l'obligation de confidentialité ;
- Inobservation des règles relatives à la cession du Marché ;
- Inobservation des règles relatives à la lutte contre la corruption ;
- Inobservation des obligations contractuelles en termes d'assurances ;
- Atteinte des plafonds des pénalités prévues aux articles 13.2.2 et 13.2.3 ci-dessus.

Dans ces cas la résiliation pourra être prononcée par l'Acheteur sans préavis, de plein droit et sans recours aux tribunaux en adressant une Notification au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. La résiliation sera effective au jour de la réception par le Titulaire de la Notification de l'Acheteur, sauf autre date mentionnée dans ladite lettre ou dudit courriel. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité au titre de cette résiliation.


22.2 Résiliation en cas de non atteinte des Niveaux de services en fin de phase de VSR

En cas de non atteinte par le Prestataire des Niveaux de services en fin de phase de VSR, les Parties s'engagent dans un premier temps à se rapprocher dans les plus brefs délais pour s'accorder sur les mesures à mettre en place et/ou sur les modalités de poursuite des Prestations. En l'absence d'aboutissement de ces mesures ou à défaut d'accord des Parties dans un délai de dix (10) Jours ouvrés suivant la réunion entre les Parties, l'Acheteur pourra librement décider de prononcer la résiliation du marché de plein droit, sans recours aux tribunaux, par simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant au Titulaire ladite résiliation. La résiliation prenant effet dans cette hypothèse à la réception par le Titulaire de ladite lettre ou à défaut à sa première présentation, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'Acheteur pourrait par ailleurs prétendre. Le Titulaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour ladite résiliation.

Dans cette hypothèse, nonobstant la résiliation du marché, les dispositions prévues à l'article 23 « réversibilité » du marché resteront applicables.

22.3 Résiliation anticipée à la suite d'un cas de force majeure

En cas de suspension du Marché due à un cas de Force Majeure tel que défini à l'article 23 ci-dessous pendant une durée supérieure à deux (2) mois ce dernier pourra être résilié de

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	46/54

plein droit par l'une ou l'autre des Parties, sans recours aux tribunaux. Dans cette hypothèse, la résiliation prend effet, le lendemain de l'envoi d'une notification adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou par courriel avec accusé de réception.

La résiliation s'opère sans qu'il y ait lieu dans ce cas à quelque indemnisation de part et d'autre.

22.4 Conséquence d'une résiliation anticipée

Toute résiliation anticipée du Marché, quelle qu'en soit la cause, ne pourra porter atteinte aux droits et responsabilités acquis ou aux paiements dus, ni à l'entrée en vigueur ou au maintien de toutes les stipulations de ce Marché pour lesquelles il est expressément ou implicitement prévu qu'elles resteront ou qu'elles rentreront en vigueur à la fin du Marché.

En cas de résiliation anticipée du présent Marché, IFPEN émettra un décompte de résiliation qui identifiera les sommes au débit et au crédit du Titulaire. Etant, toutefois précisé que le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du Marché en raison de sa défaillance.

Par ailleurs, en cas de défaillance d'une des Parties, l'autre Partie se réserve la faculté d'obtenir la réparation des préjudices subis dans le cadre de l'exécution de ce Marché, et la condamnation de la Partie défaillante à lui verser tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre compte tenu des frais, y compris des frais de reprises de la Prestation par un tiers, supportés par l'Acheteur du fait de cette défaillance dans le cas d'un manquement du Titulaire.

Quel que soit le cas de résiliation, le Titulaire s'engage, à première demande, à restituer l'ensemble des matériels, Données de l'Acheteur, dans les conditions définies dans l'offre du Titulaire, et/ou documentations mis à sa disposition par l'Acheteur. L'article 14.2 ci-dessus « Réversibilité » sera alors mis en œuvre à la demande de l'Acheteur.

22.5 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, l'indemnité versée par IFPEN au Titulaire est limitée à 5% du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

23. REVERSIBILITE


Cet article déroge à **l'article 38.4 et l'article 42** du CCAG-TIC.

23.1 Processus de réversibilité

Le Titulaire s'engage sur la réversibilité du Marché, permettant notamment la restitution des Données, à l'Acheteur et/ou tout tiers désigné par l'Acheteur.

Cette Phase démarrera à compter de la date mentionnée dans la Notification par l'Acheteur au Titulaire du déclenchement de la réversibilité partielle et/ou totale du Marché liée soit à l'arrivée du terme du Marché, soit à la résiliation anticipée partielle ou totale du Marché.

Cette Phase peut concerner la globalité du Marché (en cas d'arrivée du terme du Marché, ou en cas de résiliation anticipée totale du Marché) ou seulement une partie des Services (en cas de résiliation partielle du Marché). Dans cette dernière hypothèse, les Services non concernés

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	47/ 54

par la Phase de Réversibilité enclenchée par l'Acheteur continueront à être exécutés au titre de la Phase d'exploitation visée ci-dessus.

En tout état de cause :

- Lorsque la Phase de Réversibilité concerne l'ensemble des Services il est convenu que le Marché continuera à produire pleinement ses effets jusqu'au terme de la Phase de réversibilité ;
- Lorsque la Phase de Réversibilité ne concerne qu'une partie des Services il est convenu que le Marché continuera à produire pleinement ses effets jusqu'au terme de la Phase de réversibilité pour l'ensemble des Services et au-delà uniquement pour les Services non résiliés.

Au titre des Prestations de réversibilité le Titulaire s'engage à restituer les Données dans les conditions définies dans l'offre du Titulaire, Résultats et l'ensemble des fichiers éventuellement hébergés chez le Titulaire ainsi que les Dossiers de Spécifications, dans un format exploitable par tout équipement informatique standard.

Le Titulaire s'engage à restituer l'ensemble des documents originaux confidentiels remis par l'Acheteur, quel qu'en soit le support, et à en détruire les copies qui auraient pu être réalisées. Le Titulaire s'engage alors à ne plus utiliser aucune donnée concernant l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à fournir les ressources matérielles, humaines et logistiques nécessaires à la réversibilité partielle ou totale des Prestations visées aux présentes, que ce soit au profit de l'Acheteur ou de tout autre prestataire qui se substituerait à lui.

Les Prestations de réversibilité restent soumises aux termes du Marché jusqu'à la restitution des Données.

De façon générale, pendant toute la période de la réversibilité, le Titulaire s'engage à maintenir la continuité de la Solution dans son Environnement d'exploitation, sans dégradation des Niveaux de services. Si les opérations de réversibilité sont susceptibles d'affecter les Niveaux de services, il appartient au Titulaire de le Notifier à l'Acheteur et de lui proposer des solutions et moyens à mettre en œuvre afin de limiter les effets pour l'Acheteur.


Ces Prestations se poursuivront aussi longtemps qu'il est nécessaire, de façon à ce que l'Acheteur ne subisse aucune interruption ou altération des Prestations.

23.2 Plan de réversibilité

Les Parties conviennent de définir et de valider ensemble un Plan de Réversibilité, sur la base d'une proposition du Titulaire, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur. Ce Plan de Réversibilité est livré par le Titulaire dans les deux premiers mois de la phase opérationnelle, et ensuite mis à jour au moins une fois par an en Comité de suivi semestriel.

Le « **Plan de Réversibilité** » définit les grands principes de mise en œuvre de la réversibilité et la liste des éléments à transférer, y sont inclus les moyens dont l'Acheteur devrait se doter pour mettre en œuvre la réversibilité (tels que logiciels et matériels).

Ce plan expose les modalités de reprise totale ou partielle des Prestations par l'Acheteur ou par un prestataire tiers, en indiquant les tâches respectives à accomplir par chacune des Parties pour assurer la transition, ainsi que le calendrier opérationnel de la réversibilité.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	48/54

Le Plan de Réversibilité et ses mises à jour successives feront l'objet de validation en Comité de suivi semestriel. Chaque année le Comité de suivi semestriel étudiera les modalités de mise en œuvre de la réversibilité telles que décrites dans la dernière version du plan, afin de vérifier que le scénario décrit dans ce Plan est opérationnel.

La fourniture du Plan de Réversibilité, sa mise à jour régulière et les tests de réversibilité, ainsi que le coût de sa mise en œuvre, sont inclus dans les prix du marché.

23.3 Mise en œuvre de la réversibilité

Dès mise en œuvre du mécanisme de réversibilité, le Titulaire s'engage à :

- assurer la continuité de la Prestation sans dégradation des Niveaux de Services. Les Prestations continuent à faire l'objet de la facturation et des règlements jusqu'à cette date, selon les modalités prévues au marché.
- à maintenir le personnel nécessaire à la bonne exécution du marché pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité, tant en nombre qu'en qualité.
- réaliser les Prestations inhérentes à la mise en œuvre de la réversibilité selon les modalités définies au plan de réversibilité.
- communiquer les informations mises à jour nécessaires à l'Acheteur ou à tout tiers désigné par l'Acheteur pour lui permettre de poursuivre les Prestations,
- assurer le transfert des éléments hébergés de la Prestation à la nouvelle équipe technique, dans le cadre d'un fonctionnement en double avec le prestataire tiers ou l'Acheteur pendant la phase de réversibilité,
- les Prestations qui concourent à la poursuite de l'exploitation courante et au service utilisateurs pendant la phase de réversibilité, lesquelles restent facturées conformément aux modalités financières.
- la transmission de la Documentation. A l'extinction du marché, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire ne conserve pas de copies de ces données et fichiers.


L'Acheteur présentera au Titulaire le responsable ou le tiers chargé de le représenter pour la réalisation de cette phase. L'Acheteur s'engage sur la compétence et la disponibilité de ce responsable ou tiers et de son équipe.

La réversibilité se déroulera suivant les étapes et selon le planning défini dans le Plan de Réversibilité, étant entendu que le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu responsable des retards survenus du fait de l'Acheteur ou du tiers mandaté dans la réalisation de la réversibilité.

A l'échéance mentionnée dans le Plan de Réversibilité, l'Acheteur ou le tiers mandaté par ce dernier réalise le transfert de l'exécution des Prestations. A compter de la date de ce transfert, l'Acheteur ou le tiers mandaté assure sous sa seule responsabilité la réalisation des prestations.

Au terme de la phase de réversibilité, totale ou partielle, un procès-verbal de Recette de la réversibilité sera rédigé par l'Acheteur et signé par les Parties en Comité de suivi semestriel. Le procès-verbal constatera la validation (i) des Prestations effectuées par le Titulaire au cours de la période de réversibilité, y inclus la remise de l'ensemble des Livrables et de la Documentation nécessaires à la reprise des Prestations par l'Acheteur ou par un prestataire tiers, ainsi que (ii) l'achèvement desdites Prestations.

En cas de réversibilité totale, la validation de la phase de réversibilité totale marque la fin de l'intervention du Titulaire auprès de l'Acheteur.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	49/54

En cas de finalisation partielle du plan de réversibilité conduit par le Titulaire auprès de l'Acheteur, le Marché se poursuit normalement jusqu'à son terme pour la partie non résiliée, étant rappelé que les conditions financières seront revues en fonction de la réduction du périmètre des Prestations.

24. CESSION

Le présent Marché ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par l'une des Parties sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

Si une cession est conclue sans autorisation, le Titulaire demeure personnellement responsable tant envers l'Acheteur qu'envers les tiers. En outre, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les stipulations de l'article 21 « Résiliation » ci-dessus.

25. FORCE MAJEURE

Les stipulations de **l'article 26 du CCAG-TIC** sont supprimées et remplacées par les stipulations suivantes :

On entend par force majeure (ci-après « Force Majeure »), tout événement présentant un caractère extérieur échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du Marché, dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, et qui empêche l'exécution de son obligation par le débiteur dans les conditions de l'Article 1218 du Code civil.

La Partie se trouvant empêchée d'exécuter ses obligations prévues au présent Marché du fait de la survenance d'un événement de Force Majeure informera l'autre Partie dans les meilleurs délais, par tout moyen, confirmé par écrit sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou d'un courriel avec accusé de réception, en lui indiquant la nature de ses circonstances et, dans la mesure du possible sa durée prévisionnelle et l'étendue de l'empêchement.


Cet événement de Force Majeure entraînera la suspension pour les Parties des obligations issues du Marché. De ce fait, aucune Partie ne pourra être tenue responsable du retard ou de l'inexécution de tout ou partie de ses obligations dans le cadre du Marché si ce retard ou cette inexécution est dû(e) à la survenance d'un événement de Force Majeure.

La Partie ayant invoqué le cas de Force Majeure :

- Fera tous ses efforts pour limiter et/ou atténuer autant que possible ses conséquences afin de reprendre dans les meilleurs délais l'exécution du Marché ;
- Devra poursuivre l'exécution des obligations non affectées par l'évènement de Force Majeure ;
- Proposera dans la mesure du possible, des solutions de contournement permettant l'exécution de l'obligation empêchée, et ce sans frais pour l'autre Partie ;
- Informera par écrit l' (les) autre(s) Partie(s) de sa cessation.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que l'évènement de Force Majeure aura cessé, les délais contractuels étant prolongés de la durée dudit événement.

Si les effets de la Force Majeure se prolongeaient au-delà d'une durée d'un (1) mois à compter de sa survenance, les Parties se concerteront aux fins de décider des suites de l'exécution du Marché. À l'issue de ce délai, chaque Partie pourra résilier de plein droit le Marché par lettre recommandée avec avis de réception ou par courriel avec accusé de réception notifiant à

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	50/54

l'autre Partie la résiliation immédiate du Marché, sans qu'il y ait lieu à indemnisation quelconque de part et d'autre. La résiliation sera effective au jour de la réception par une Partie de la notification de l'autre Partie ou de sa première présentation au Titulaire.

26. STIPULATIONS GENERALES

26.1 Indépendance des Parties

Aucune des Parties ne peut prendre un engagement au nom et/ou pour le compte de l'autre.

En outre, chacune des Parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, Prestations, personnels et sous-traitants.

26.2 Références

Le Titulaire ne pourra utiliser le nom de l'Acheteur ou tout autre signe distinctif à titre de référence commerciale sans avoir obtenu l'accord exprès et préalable écrit de l'Acheteur.

En aucun cas, cette référence ne devra remettre en cause l'engagement de confidentialité défini à l'article 15 « Confidentialité » du CCAP.

26.3 Titres

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

26.4 Autonomie des stipulations contractuelles

Si une ou plusieurs stipulations du Marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties se rencontreront au plus tôt pour remplacer la clause invalidée par une clause valide, la plus proche possible de l'esprit initial et de l'équilibre du Marché.

26.5 Langue

Le présent Marché est rédigé en langue française.


En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul le Marché et les documents contractuels rédigés en langue française seront considérés comme valables sur le plan juridique.

26.6 Renonciation

Le fait pour l'une ou l'autre des Parties de ne pas exercer un quelconque droit stipulé dans les présentes ne sera pas réputé être une renonciation pour l'avenir à l'exercice de ce droit.

26.7 Domicile des Parties

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social respectif indiqué en entête.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	51/54

26.8 Loi applicable et attribution de compétence

Le présent Marché est soumis à la loi française.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Marché compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort du siège social de l'Acheteur, nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgences ou procédures conservatoires, en référé ou sur requête.

27. ANTI-CORRUPTION

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie du Marché est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le [code de conduite de l'Acheteur](#) accessible sur son site internet.

Pour tout ce qui a trait au Marché, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent, un avantage pécuniaire ou tout autre type d'avantage à qui que ce soit dans le but d'obtenir le Marché ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à première demande de l'Acheteur à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et des dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent Marché pendant sa durée à un cabinet d'expertise comptable indépendant et lié au titulaire par un accord de confidentialité, sans que ledit accord n'empêche la réalisation de l'Audit Anti-Corruption. Ce cabinet transmettra à l'Acheteur les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Acheteur les frais dudit audit.


En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Acheteur se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent Marché sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

Les Parties s'interdisent de céder à des tiers le bénéfice du présent Marché à quelque titre que ce soit, sauf accord préalable écrit signé entre elles.

28. AUDIT

Le présent article complète les stipulations de **l'article 24 du CCAG-TIC**.

Les Parties conviennent que l'Acheteur pourra faire procéder, à tout moment pendant la durée du présent Marché, et au maximum une fois par an, à ses frais, à condition d'en avoir avisé par écrit le Titulaire en respectant un préavis de vingt (20) jours ouvrés, à un audit des conditions d'exécution des Prestations prévues au présent Marché.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	52/54

Cet audit pourra être effectué par les soins, au choix de l'Acheteur, soit par un auditeur interne de l'Acheteur, soit par un auditeur externe (à IFPEN) et qui ne pourra pas être un concurrent du Titulaire dans le domaine du développement de logiciels, soit d'une équipe composée d'un auditeur interne de l'Acheteur et d'un auditeur externe (à IFPEN).

Les auditeurs devront prendre un engagement formel de confidentialité et de non-divulgateion de toutes les informations du Titulaire dont ils auront connaissance au cours de leur mission.

L'audit diligenté par l'Acheteur aura notamment pour but de vérifier :

- le niveau de qualité des Prestations,
- le respect des normes et de l'état de l'art,
- le niveau de sécurité de l'infrastructure technique du Titulaire utilisée dans le cadre de la Prestation,
- l'application des règles de sécurité mises en œuvre,
- l'exactitude des informations de reporting,
- la documentation nécessaire à la réversibilité afin de vérifier la faisabilité de celle-ci.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes à l'Acheteur ou dûment mandatés à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Les conclusions ou le rapport de l'audit seront gratuitement adressés au Titulaire et feront l'objet d'un examen approfondi dans le cadre des réunions de suivi de Prestation.

Dans le cas où les conclusions d'audit feraient apparaître des manquements substantiels aux obligations incombant au Titulaire dans le cadre du Marché, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures correctives nécessaires pour y remédier dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification par l'Acheteur du rapport d'audit au Titulaire. Dans ce cas les frais d'audits seront supportés par le Titulaire sur présentation des justificatifs par l'Acheteur.


Les Parties conviennent qu'en tout état de cause les conclusions du rapport d'audit et/ou la mise en œuvre de la procédure d'audit n'exonère d'aucune manière le Titulaire ou l'Acheteur du respect de ses obligations contractuelles.

29. SOUS-TRAITANCE

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies aux articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique. Conformément à l'article 12.2 du CCAG-FCS, le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de l'exécution du marché sans l'autorisation préalable d'IFPEN et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions exposées ci-dessous.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	53/54

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, IFPEN notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, le titulaire du marché s'engage à faire connaître à IFPEN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Pour présenter un sous-traitant, direct ou indirect en cours d'exécution du marché le titulaire utilise le formulaire DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises, dûment complété. Il doit adresser à l'appui de sa demande :

- Un DC4 par sous-traitant,
- Un DC2 entièrement complété par chaque sous-traitant,
- Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant,
- Une attestation d'assurance couvrant la durée totale des prestations
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

En cas de non-respect des modalités exposées au présent article et de sous-traitance occultée avérée le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 3.6.3 du CCAG TIC. L'application d'une pénalité sanctionnant le non-respect de la déclaration de sous-traitance ne prive pas IFPEN de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire par application de l'article 22.1 du CCAP.


30. DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

En complément des stipulations de l'article 5.2 du CCAG-TIC les Parties conviennent des dispositions prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché.

31. LISTES RECAPITULATIVES DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Les dérogations aux CCAG-TIC apportées par le présent CCAP sont les suivantes :

	Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé
Pièces constitutives du Marché	3	4.1

	Diffusion	Référence Étude	Référence affaire	Date	Page
	3 - Confidentiel	KBB25 - Système d'information élèves	458482-25-INF-RUE	11/07/2025	54/54

Obligations des Parties	9	6.1
Livrables et recette	11	32.2
Procédure de réception de la solution	12	29 ; 30 ; 33.2 ; 32.4 ; 33.3 et 34.4
Pénalités	13.2	14
Stipulations générales aux Pénalités	13.2.1	14.1.3
Réversibilité	14.2	38.4 et 42
Confidentialité	15	5.1
Facturation - règlement	18	11.8.1
Responsabilité	19	8
Assurances	20	9
Résiliation anticipée pour faute	21.1	50.1
Force Majeure	23	26
Audit	26	24
Données à caractère personnel	27	5.2
Réfaction	12.8	34.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	21.4	51